Département de l'information des Nations Unies

AfriqueRenouveau

Avril 2016

www.un.org/africarenewal/fr

Les villes africaines de demain

Interview : Joan Clos, ONU-Habitat

Le Bambou : une ressource inexploitée

AU SOMMAIRE

Avril 2016 | Vol. 30 No. 1

4 DOSSIER SPÉCIAL

DOSSIER

Les villes africaines de demain

6 Kigali scintille sur les collines
8 Lagos arbore un nouveau look
10 Joan Clos : l'urbanisation est un outil de développement
12 Abidjan retrouve de son prestige

À LIRE ÉGALMENT

14 David Nabarro : Ne laisser personne pour compte
16 L'Afrique et ses entrepreneurs
18 Thabo Mbeki mobilise contre les flux financiers illicites
20 Nouvelle dynamique niponne
22 Le Bambou : ressource inexploitée
26 L'accord de Paris et l'Afrique
28 Tirer profit du soleil
30 Le renouveau burkinabé
32 Le terrorisme éclipse les conflits internes
36 « La Somalie renaît de ses cendres »
41 Les ODD en langues locales

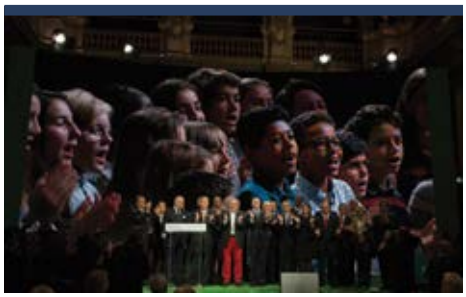
RUBRIQUES

3 Afrique Horizon
42 Afrique Numérique
43 Afrique Livres
43 Nominations

En couverture : ***Kigali, la capitale du Rwanda.*** Panos/Sven Torfinn

Afrique Renouveau est publiée en anglais et en français par la Division de la communication stratégique du Département de l'information des Nations Unies. Toutefois son contenu ne reflète pas nécessairement les vues des Nations Unies ou des organisations soutenant la publication.

Les articles de cette publication peuvent être reproduits librement, à condition de mentionner l'auteur et la source, "ONU, Afrique Renouveau". Merci de nous en adresser une copie. Les photos protégées par un droit d'auteur ne peuvent être reproduites.



Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon (cravate orange) à l'issue de la Conférence de Paris sur le climat en décembre.

ONU Photo/Eskinder Debebe

AfriqueRenouveau

Rédacteur en chef
Masimba Tafirenyika

Chef d'édition
Zipporah Musau

Secrétaire de rédaction
Kingsley Ighobor

Rédaction
Franck Kuwonu

Recherche & Liaison media
Pavithra Rao

Design & Production
Paddy D. Ilos, II

Administration
Dona Joseph

Distribution
Atar Markman

Afrique Renouveau est publié au siège des Nations Unies à New York sur papier recyclé.

Prière d'adresser toute correspondance au :
Rédacteur, Afrique Renouveau
Bureau S-1032
Nations Unies, NY 10017-2513, E.-U.
Tél : (212) 963-6857, Fax : (212) 963-4556

E-mail : africarenewal@un.org

Abonnez-vous à Afrique Renouveau

Afrique Renouveau offre un abonnement gratuit à toute personne qui en fait la demande. Veuillez communiquer avec la Distribution en nous écrivant à notre adresse postale ou par courriel à l'adresse suivante : africarenewal@un.org. Pour les institutions, l'abonnement annuel s'élève à trente-cinq dollars, payables par mandat international ou chèque (en dollars des Etats-Unis) tiré sur une banque des Etats-Unies, et libellé à l'ordre des Nations Unies.

www.un.org/africarenewal/fr
facebook.com/afriquerenouveau
twitter.com/ONUAfrique

AFRIQUE HORIZON : BURUNDI

Manifestants portant le drapeau burundais à Bujumbura au Burundi. Reuters/G. Tomasevic

Burundi : De lents progrès vers la paix

PAR FRANCK KUWONU

De nombreux Burundais continuent de chercher refuge chez leurs voisins rwandais, tanzaniens, zambiens, ougandais et congolais pendant que les efforts diplomatiques menés notamment par l'Union africaine, accentuent la pression en vue d'une solution à la crise politique au Burundi. Plus de 250.000 personnes ont été contraintes à l'exil, selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) tandis que plus de 400 autres ont été tuées depuis le mois d'avril dernier.

Les troubles ont commencé en avril 2015 avec la prolongation controversée du mandat de Pierre Nkurunziza, le président burundais.

En visite à Bujumbura, la capitale, à la fin du mois de février, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon s'était fait promettre la libération de 2.000 prisonniers politiques et la levée de l'interdiction de diffusion de deux radios indépendantes en signe de bonne volonté des autorités

Quelques jours plus tard, les autorités s'engageaient auprès d'une délégation de l'Union africaine à accepter le déploiement de 100 observateurs militaires et 100 observateurs des droits de l'homme pour aider à réduire les violences. Parallèlement, des experts indépendants des droits de l'homme travaillant pour le compte de l'ONU, ont entamé des enquêtes sur l'existence supposée de fosses communes à travers le pays. Ils ont pu rencontrer toutes les parties prenantes, a indiqué Christof Heynes, un des Rapporteur spéciaux à Deutsche Welle, une radio allemande. Le gouvernement continue de nier l'existence de ces fosses.

Même si les violences semblent s'être apaisées depuis l'année dernière, les violations des droits de l'homme et les assassinats ciblés se poursuivraient sur le terrain. Deux personnes ont été tuées par balles, le 21 février tandis qu'une troisième est morte dans une attaque à la grenade dans un marché de Bujumbura.

«Alors que l'on pouvait quotidiennement retrouver des cadavres dans les rues de Bujumbura pendant la seconde moitié de 2015, de nombreux abus sont maintenant commis loin des regards du public, les forces de l'ordre procédant à des arrestations secrètes puis refusant de s'expliquer, » affirme Human Rights Watch dans son rapport de février 2016 sur le Burundi. Le gouvernement rejette les conclusions du rapport.

Si la situation continue de se détériorer, il est à craindre qu'elle ne s'aggrave pour les civils dans une

voir page 41

ILS ONT DIT

ONU Women/J Carrier

Le rythme des changements de ces dernières décennies est le résultat de nos investissements. Où nous avons investi dans les femmes et les filles, les dividendes sont énormes et les conséquences marquantes.

Phumzile Mlambo-Ngcuka, Secrétaire générale adjointe de l'ONU et Directrice exécutive d'ONU Femmes à l'ouverture de la 60ième session de la Commission sur le statut de la femme, 14 mars 2016

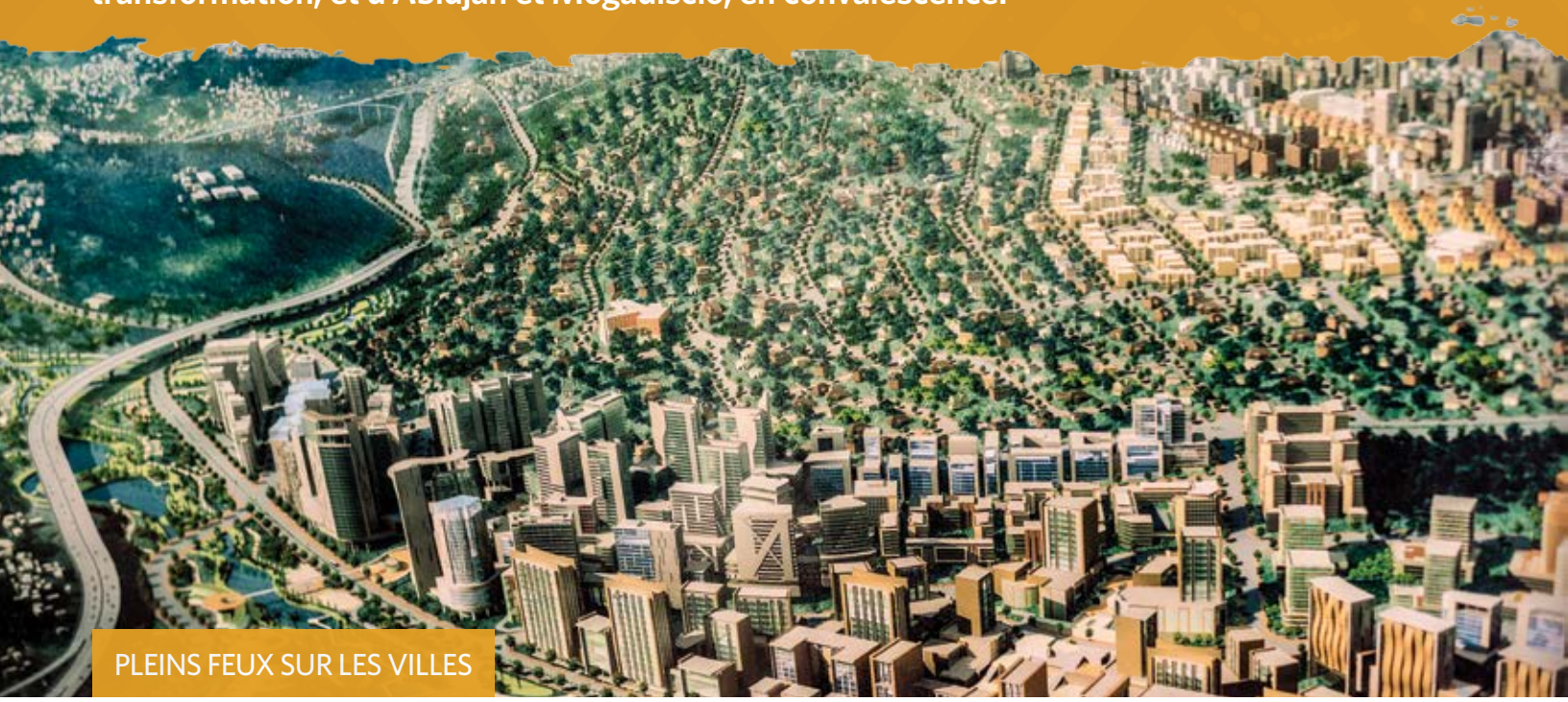
En ces temps marqués par de graves injustices, des guerres dévastatrices, des déplacements massifs de population, une misère noire et d'autres souffrances causées par l'homme, la Journée internationale du bonheur est l'occasion d'affirmer partout dans le monde que la paix, le bien-être et la joie doivent passer avant tout.

Ban Ki-moon, Le Secrétaire général des Nations Unies à l'occasion de la Journée internationale du bonheur de cette année

Dans ce monde si riche qu'est le nôtre, personne ne devrait mourir ou voir sa dignité détruite faute d'argent.

Kristalina Georgieva, Commissaire européenne chargée de la coopération internationale, de l'aide humanitaire et de la réaction aux crises à propos du Sommet humanitaire mondiale de mai 2016

L'un des objectifs de développement durable consiste à concevoir des villes assurant l'égalité des chances pour tous, notamment en matière d'accès aux services de base, à l'énergie, au logement et au transport. Ce numéro spécial parle des villes comme Lagos et Kigali, en transformation; et d'Abidjan et Mogadiscio, en convalescence.



Maquette du futur de Kigali, Un plan urbain ambitieux visant à faire de la ville, le "Singapour de l'Afrique." Panos/Sven Torfinn

Les villes africaines de demain

La durabilité des villes passe par une bonne planification

PAR **BUSANI BAFANA**

Avec un taux de croissance économique annuel d'environ 5 % ces dix dernières années, qui repose principalement sur le boom des matières premières, les villes africaines ont vu leur croissance démographique atteindre des sommets, confrontant les gouvernements à une multitude de défis en matière de développement.

L'Afrique s'urbanise à un taux de 4 % par an, indique ONU-Habitat, l'agence des Nations Unies chargée d'aider les programmes nationaux d'établissements humains en apportant une assistance technique et financière, notamment dans les pays en développement. L'exode rural des populations entraîne un certain nombre de difficultés, comme la surpopulation, la pollution et la criminalité.

Selon Joan Clos, le directeur exécutif d'ONU-Habitat, « Dans l'Afrique d'aujourd'hui, l'urbanisation est un outil de développement et de croissance inexploité.»

Ces 15 prochaines années, les villes africaines afficheront des taux de croissance supérieurs à ceux des autres régions du monde, prévoit Oxford Economics, une société britannique spécialisée dans la prévision et l'analyse quantitative globale pour les entreprises et les gouvernements. Le Cap, Dar es Salaam, Johannesburg et Luanda devraient devenir les premiers géants économiques de l'Afrique.

Jean-Pierre Elong Mbassi, secrétaire général de Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique (CGLUA), un organisme représentant plus de 1 000 villes africaines, décrit les villes durables comme des « villes de demain, aujourd'hui », à savoir des villes capables de résister à la pression intense exercée par un développement rapide et des investissements urbains, sans effets négatifs sur l'environnement.

La croissance économique et une population d'environ 1 milliard de personnes et en expansion rapide signifient davantage d'urbanisation en Afrique que sur n'importe quel autre continent. En outre, les principales villes africaines contribuent actuellement au PIB du continent à hauteur de 700 milliards de dollars, un chiffre qui devrait atteindre 1,7 billion d'ici à 2030, note Oxford Economics.

Selon ONU-Habitat, l'urbanisation rapide, surtout dans les villes des pays en développement, pose des défis en matière de répartition des personnes et des ressources, ainsi que d'utilisation des sols, ce qui conduit à des modes inefficaces d'utilisation des sols. Les villes qui se développent

horizontalement font difficilement face à l'augmentation de la population urbaine et risquent de ne pas être durables à long terme, en raison des problèmes d'embouteillages, d'infrastructures, de pollution et de désagrégation sociale.

La hausse de l'exode rural peut aggraver la pauvreté et les inégalités à mesure que les personnes affluent vers les villes à la recherche d'un emploi et d'opportunités, mettant à rude épreuve les services disponibles tels que l'eau, le transport et le ramassage des ordures.

« L'urbanisation, en particulier dans les pays en développement, s'est accompagnée de niveaux accrus de criminalité, de violence et d'anarchie. Des études mondiales montrent que 60 % de tous les résidents urbains des pays en développement ont été victimes de crimes au moins une fois au cours des cinq dernières années, dont 70 % en Amérique latine et en Afrique », indique le site Internet d'ONU-Habitat.

Les femmes et les enfants sont souvent les plus touchés, surtout quand la peur les empêche d'accéder aux services de base de la ville. La criminalité et l'insécurité en ville freinent le développement social et économique urbain, en plus de compromettre les opportunités et les politiques favorables aux pauvres en milieu urbain.

Des villes durables

La nécessité de villes durables est particulièrement urgente, étant donné que les villes produisent plus de 70 % des émissions mondiales de carbone. Le milliard d'habitants de taudis dans le monde subissent les effets négatifs de la pollution atmosphérique causée par la cuisine en intérieur, de la proximité avec le trafic et les usines, de l'eau polluée et de l'assainissement insuffisant, entre autres risques sanitaires liés à l'environnement.

ONU-Habitat propose une démarche en trois volets vers des villes durables, fondée sur une législation urbaine globale et efficace, un bon aménagement urbain et une bonne planification urbaine, ainsi que sur un financement adéquat des projets. Ces trois principes peuvent être des leviers de transformation des villes et des établissements humains en centres offrant une plus grande durabilité environnementale, économique et sociale.

Ce n'est que depuis peu que le changement climatique est pris en compte dans la planification des villes durables. Les milieux urbains africains sont particulièrement vulnérables aux inondations et aux flambées de maladies telles que le paludisme. Toutefois, celles-ci peuvent être atténuées grâce à une bonne planification, une mise en œuvre efficace des politiques, la protection des zones écologiquement sensibles, le reboisement et l'utilisation des déchets pour la production d'énergie, par exemple.

Compte tenu des difficultés économiques et sociales rencontrées par de nombreuses villes africaines, celles-ci peuvent-elles offrir à leurs habitants une qualité de vie élevée en fournissant des services de base efficaces tout en garantissant la sécurité et la propreté de l'environnement ?

« Oui, en principe », répond M. Mbassi, et d'ajouter que cela nécessiterait un rythme de développement en Afrique qui ne doit pas forcément ressembler à celui de l'Occident.

« Nous devons planifier les villes en fonction de leur situation particulière et des besoins de la population locale, afin que tout le monde soit pris en compte et que les pauvres ne soient pas marginalisés en ce qui concerne l'accès à tous les services que peut offrir une ville », a confié M. Mbassi à *Afrique Renouveau* lors d'un entretien.

Un nouvel agenda

En collaboration avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, les CGLUA ont élaboré le Programme urbain pour l'Afrique (AUA), qui sera adopté par les dirigeants africains en juillet 2016. Ce Programme comporte les mesures que l'Afrique doit prendre afin d'améliorer ses villes et ses établissements, ainsi que de promouvoir l'urbanisation comme catalyseur de la transformation structurelle du continent. Il représente les contributions de l'Afrique à l'Agenda urbain mondial qui sera adopté lors d'Habitat III, une conférence sur le logement et le développement urbain durable que tiendra ONU-Habitat en octobre 2016 à Quito en Équateur.

Les pays participant à Habitat III, premier sommet mondial des Nations Unies après l'adoption des objectifs de développement durable et de l'accord de Paris sur le changement climatique, devraient adopter le « Nouvel agenda urbain » pour le XXIe siècle.

Il est clair que la planification urbaine exige un changement de perception de l'urbanisation qui doit être considérée non pas comme un problème, mais comme un outil de développement, indique ONU-Habitat dans son rapport *UN-Habitat Global Activities Report 2015: Increasing Synergy for Greater National Ownership*.

Lors d'une réunion organisée en mars 2014 en Éthiopie par ONU-Habitat et la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et qui avait pour thème « Le rôle de l'urbanisation dans la transformation structurelle de l'Afrique », le directeur des affaires politiques à la Commission de l'Union africaine, Khabele Matlosa, a déclaré que les pays africains doivent adopter de nouveaux modèles de développement conçus pour tirer profit de l'urbanisation en facilitant la transformation structurelle, en créant des emplois et en répondant aux inégalités sociales et à la pauvreté tout en créant des établissements habitables avec l'égalité des chances pour tous.

En finir avec les bidonvilles

Si l'urbanisation bien planifiée, l'industrialisation, la croissance économique soutenue et le développement humain peuvent se renforcer mutuellement, il est également urgent que les établissements humains soient sûrs, selon le rapport d'ONU-Habitat, *L'état des villes africaines 2014 : réinventer la transition urbaine*.

En Afrique subsaharienne la population des bidonvilles est de 199,5 millions de personnes, ce qui, selon ONU-Habitat, est une « manifestation claire d'un secteur urbain mal planifié et géré, et en particulier d'un dysfonctionnement du secteur du logement ».

L'Afrique abrite de grands bidonvilles tels que West Point dans la capitale du Libéria, Monrovia, où vivent plus de 75 000 personnes, et le bidonville de Kibera à Nairobi au Kenya, le plus grand avec plus de 2 millions de personnes.

Il faut à l'Afrique près de 4 millions de logements par an, dont plus de 60 % pour loger des citadins. Des réglementations assurant une planification efficace, ainsi que leur mise en œuvre, permettront aux villes de faire face à la croissance des établissements informels et fourniront un cadre à la croissance et au développement des villes, tout en favorisant la croissance économique.

VILLES EN PLEIN ESSOR

Kigali scintille sur les collines

Le gouvernement rwandais met en œuvre un plan directeur de développement ambitieux

PAR **BUSANI BAFANA**

Une représentation artistique (en toile de fond) d'un complexe à usage commercial et de bureaux. *Panos/Sven Torfinn*

Le surnom du Rwanda, « Pays des mille collines », évoque non seulement la géographie unique du pays, mais aussi les nombreuses crises traversées par Kigali pour devenir un modèle de ville durable.

Kigali est l'une des villes en pleine progression de l'Afrique : elle est propre, organisée, et grâce à son plan de développement national ambitieux, c'est aujourd'hui une métropole ultramoderne, porteuse de nombreuses et remarquables réussites sociales, économiques et environnementales. C'est une ville en construction où les immeubles vétustes cèdent rapidement leur place à de nouveaux immeubles. Des voies rapides et goudronnées quadrillent Kigali pour offrir une circulation fluide entre les établissements urbains et les hautes terres embrumées. La ville est désormais très prisée des organisateurs de conférences internationales.

On comprend facilement pourquoi Kigali scintille. Entre autres mesures environnementales impressionnantes, la municipalité a interdit l'importation de plastiques non biodégradables et a choisi de consacrer une journée par mois au nettoyage de la ville et à la rénovation des environs par les résidents. Difficile de trouver des détritus dans les rues de Kigali.

En 2008, ONU-Habitat a remis son Prix d'Honneur à Kigali pour ses efforts d'élimination des taudis et d'amélioration des aménagements urbains, en particulier concernant la collecte des ordures, la fourniture de logements et d'installations sanitaires et l'approvisionnement en eau.

Se reconstruire après le génocide

Principale zone d'affaires et point d'entrée au Rwanda, Kigali représente un pôle d'investissement et d'affaires à l'échelle du continent. La ville, qui compte déjà plus d'un million d'habitants, figure parmi les centres de technologie de l'information en Afrique, ce qui fait d'elle le moteur de croissance économique du pays.

Plus de 20 ans se sont écoulés depuis que le génocide rwandais a fait des centaines de milliers de victimes, privé le pays de dizaines d'années de développement, détruit les infrastructures et paralysé les services essentiels. La transformation de Kigali a tiré parti des efforts résolus engagés pour forger l'unité nationale et concrétiser une nouvelle vision pour le pays.

La Vision 2020 du Rwanda est un plan directeur de développement ambitieux qui, une fois en place, attirera les investisseurs internationaux. Le gouvernement compte étendre les infrastructures modernes et garantir une prestation efficace de services aux habitants de Kigali, notamment en ce qui concerne l'eau, l'assainissement, l'énergie et les transports.

Kigali s'est fixé des objectifs liés à l'environnement et à la durabilité avec pour vision une ville moderne plus sûre, plus propre et plus compétitive. Avec plus de 70 % de sa population (essentiellement âgée de moins de 30 ans) vivant dans des implantations sauvages et un taux de croissance annuel de plus de 4 %, la ville

espère accroître les investissements dans le domaine des prestations de services pour répondre aux besoins d'une population urbaine croissante.

Ouverture au commerce

Le site Internet officiel de Kigali souligne un plan de « mise en avant des idées les plus novatrices pour la ville et la planification des infrastructures, en s'appuyant sur les trois piliers de la durabilité : écologie, équité et économie. La gestion durable des terres, de l'eau et de la biodiversité a guidé l'élaboration du plan dans la mesure où il s'agit de facteurs essentiels à un aménagement urbain intégré. »

Comme dans d'autres villes durables, la planification est fondamentale. Le plan directeur ingénieusement conçu de Kigali a été officiellement adopté en octobre 2013, et vise à régir le développement jusqu'en 2040, par phases quinquennales de développement. La phase en cours (2013 à 2018) privilégie un aménagement urbain efficace et rapide par sa structure administrative et ses centres financiers.

Le « plan directeur tient compte de la protection des coteaux, des forêts et des zones humides de sorte que les générations à venir puissent en profiter... Il s'aide des cycles naturels pour fournir une infrastructure efficace pour l'eau, l'évacuation, l'épuration, la production de biogaz à partir des déchets et du recyclage », indique le site Internet officiel de la ville.

« Le développement de la ville suit différentes phases (à court, moyen et long terme). Durant la première phase, de 2013 à 2018, nous développons le quartier d'affaires de Kigali qui constitue la zone la plus attrayante de la ville en ce qui concerne les activités commerciales », explique Alphonse Nkurunziza, ingénieur municipal chargé de la coordination entre les services de l'urbanisme et de la construction, du développement de l'infrastructure et de l'examen du plan directeur.

« Conformément à la demande, cette phase englobe des bâtiments de grande hauteur et des complexes commerciaux, car nous souhaitons décongestionner le quartier des affaires en éliminant les bâtiments commerciaux non planifiés », précise M. Nkurunziza lors d'un entretien avec *Afrique Renouveau*.

De nouveaux complexes réunissant des bureaux et des appartements résidentiels voient déjà le jour. M. Nkurunziza ajoute que le programme d'aménagement urbain de Kigali prévoit également l'amélioration des installations sauvages grâce à la fourniture de services tels que l'approvisionnement en eau et en électricité, et la création de routes.

Conception durable

Au Rwanda, les objectifs nationaux de durabilité comprennent des projets d'intégration d'une horticulture urbaine et périurbaine dans le plan directeur de développement de Kigali. Avec l'aide de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les autorités encouragent la culture de fruits et de légumes frais au sein de la ville pour y renforcer la sécurité alimentaire et accroître les revenus des agriculteurs. Elles imaginent une ville cosmopolite ornée d'espaces verts.

Des voies piétonnes et des pistes cyclables seront intégrées au réseau de transport en commun de Kigali, qui permettra de circuler à pied ou à vélo et réduira la circulation automobile vers le quartier d'affaires. Le secteur privé, le gouvernement local, des organisations non gouvernementales, la société civile et des investisseurs devraient soutenir ces efforts.

En 2015, Kigali a été, avec cinq autres villes africaines, désignée parmi 67 villes dans le monde pour rejoindre l'initiative « 100 villes résilientes » de la Fondation Rockefeller. Cette initiative vise à aider les villes à relever les défis de l'urbanisation, du changement climatique et de la mondialisation par la création d'infrastructures capables de faire face à la croissance démographique. Elle englobe l'approvisionnement en eau de bonne qualité, l'assainissement et la santé publique.

En outre, la Colombie, l'Égypte, le Mozambique, les Philippines et le Rwanda ont été sélectionnés pour accueillir un programme pilote de développement urbain durable mettant en œuvre un certain nombre de politiques urbaines, notamment des politiques liées à l'aménagement du territoire, l'intégration économique et la durabilité sociale et environnementale, signale Aisa Kacyira, directrice adjointe d'ONU-Habitat.

« Il est nécessaire que les villes africaines soient vivables, fonctionnelles et puissent servir à consolider la paix dans les pays sortant de conflits comme l'Angola, le Rwanda et le Mozambique », souligne Mme Kacyira.

Des limites

Néanmoins, malgré les progrès réalisés jusqu'à présent, Kigali, et plus généralement l'ensemble du pays, se heurte à des problèmes de sous-développement, notamment au manque d'eau salubre et potable et de moyens d'assainissement, ainsi que de logements et de services de transport pour tous. D'après l'ONG WaterAid, établie aux États-Unis, 3 millions de Rwandais n'ont pas accès à l'eau potable et 5 millions n'ont pas de toilettes. Dans le pays, les conséquences sur la santé et la mortalité infantile sont désastreuses, plus de 2 000 enfants succombant chaque année à des maladies diarrhéiques évitables.

Quant au logement, une étude menée par le ministère des Infrastructures et l'administration du logement *Rwanda Housing Authority*, et citée par le journal *The East African*, a révélé que les besoins totaux entre 2012 et 2022 s'élevaient à près de 460 000 logements, dont 344 000 restent à construire.

L'étude a situé la demande nationale à 60 000 logements par an, quand Kigali nécessite à elle seule la moitié de ce total. Pourtant, l'étude a estimé une disponibilité de 1 000 logements par an seulement.

Concernant les transports, une analyse de la Banque africaine de développement montre que le Rwanda affiche les coûts de transport les plus élevés de la région puisqu'ils sont estimés à 40 % de la valeur de ses importations ou exportations, contre 12 % et 36 % pour le Kenya et l'Ouganda, respectivement. On espère que les efforts en cours commenceront bientôt à porter leurs fruits.

« Nous voulons que, d'ici à 2040, Kigali puisse offrir des logements abordables. Nous voulons également une ville dotée de transports écologiques afin de réduire la pollution atmosphérique et les engorgements et de protéger l'environnement de la ville », confie l'ingénieur municipal.

Pour une ville que beaucoup considèrent déjà comme l'une des plus belles d'Afrique, l'avenir s'annonce prometteur.

Une ville qui se transforme pour dire adieu aux embouteillages, aux autocars bringuebalants et aux pickpockets. *Africa Media Online/Ademola Akinlabi*

VILLES EN PLEIN ESSOR

Lagos arbore un nouveau look

La ville dit adieu aux embouteillages, aux autocars bringuebalants et aux pickpockets

PAR **KINGSLEY IGHOBOR**

Une anecdote maintes fois racontée, concernant les embouteillages de Lagos jadis tristement célèbres, veut que l'usager d'un taxi, bloqué dans un bouchon, soit sorti du véhicule, ait rejoint un restaurant de bord de route, y ait mangé, bu une bière et fait une sieste avant de retourner au taxi, qui n'avait pas bougé d'un pouce. Quelques heures plus tard, il atteignait sa destination.

Il y a 10 ans environ, les visiteurs se rendant pour la première fois à Lagos étaient prévenus : « Ici, c'est Lagos », ce qui signifiait qu'il ne fallait attendre aucune aide de quiconque, mais se préparer aux moments difficiles à venir.

Avance rapide jusqu'en 2016, où les embouteillages, le taux de criminalité élevé, les caniveaux obstrués et les routes jonchées d'ordures pourraient bientôt n'être qu'un mauvais rêve. Les Lagotiens d'aujourd'hui se régalent encore d'anecdotes de la ville dystopique, alors même que des améliorations sont visibles dans la ville la plus peuplée d'Afrique, avec 21 millions d'âmes. De nos jours, le message d'accueil « Bienvenue à Lagos » laisse présager de meilleures nouvelles.

Base de la transformation

Lagos a commencé à se transformer sous le mandat de Bola Tinubu, gouverneur de

l'État de Lagos de 1999 à 2007. M. Tinubu avait lancé une opération de sauvetage que son successeur, Babatunde Fashola, a ensuite poursuivie.

Ces efforts s'accompagnaient d'avantages politiques et économiques. « L'État de Lagos est l'État le plus riche du Nigéria ; il produit annuellement près de 90 milliards de dollars en biens et services, ce qui fait que son économie est supérieure à celle de la plupart des pays africains, notamment le Ghana et le Kenya », observe The Economist.

Sa population en croissance rapide (600 000 personnes supplémentaires chaque année), sans amélioration proportionnelle des services sociaux tels que le logement, l'eau et le transport, avait poussé le Lagos au bord du gouffre.

« Manhattan » au large des côtes

Parmi les impressionnants projets de développement infrastructurel mis en œuvre, le plus audacieux est probablement la création d'une « nouvelle ville » contiguë à Lagos. Surnommée « Manhattan de l'Afrique », Eko Atlantic sur l'île Victoria compte 10 millions de mètres carrés de terrains gagnés sur la mer, protégés par une digue de 8,5 km. La construction a commencé en 2008 ; il s'agit de sept districts le long du front de mer, comprenant un quartier d'affaires qui devrait accueillir des banques, des compagnies d'assurances et des compagnies pétrolières de renom, ainsi que la bourse nigériane, une fois achevée.

Le gouvernement de Lagos a réduit le taux de criminalité en fournissant une aide logistique aux forces de police dirigées par le gouvernement fédéral. Il a placé sous vidéosurveillance la majorité de la ville et mis sur pied des programmes d'acquisition de compétences destinés aux « area boys » : des jeunes, pour la plupart sans emploi, extorquant de l'argent aux automobilistes. Il a également créé des tribunaux mobiles, qui rendent des jugements sommaires.

Le marché d'Oshodi, à environ 10 km de l'aéroport international Murtala Mohammed, représentait autrefois les bons et les mauvais côtés de Lagos : des milliers de personnes allant et venant ; une cacophonie de voix tonitruantes ; des autocars bringuebalants se frayant un chemin dans une marée humaine ; des pickpockets à l'affût ; des personnes se battant d'un côté, et des personnes dansant sur de la musique diffusée à plein volume, de l'autre. Aujourd'hui, la plus grande partie de ce qui était le marché d'Oshodi a été démolie pour laisser place à une « gare routière de classe mondiale », selon des responsables gouvernementaux.

« L'endroit [Oshodi] abritait des criminels et un certain nombre d'activités inappropriées », a déclaré Steve Ayorinde, l'actuel commissaire de l'État de Lagos pour l'information et la stratégie, selon le journal nigérian *Vanguard*. M. Fashola lui-même considère la transformation d'Oshodi comme un grand tournant. Durant son mandat, il a souvent rappelé aux Lagotiens que, après avoir transformé Oshodi, il n'y avait rien qu'ils ne puissent réaliser.

Lagos devient une ville propre. Il est possible d'y voir des milliers de travailleurs tard chaque soir balayer les routes et éliminer la saleté. Un service de ramassage des ordures efficace soutient les efforts de nettoyage. Plus d' un million de tonnes de déchets ont été déposées dans les décharges publiques en 2015, contre 71 000 tonnes en 2004. Près de 72 % des habitants de Lagos utilisent actuellement un service d'élimination des déchets réglementé par le gouvernement ; en 2005, seuls 42 % d'entre eux utilisaient un tel service.

Les Nigérians regardent généralement la nouvelle Lagos avec incrédulité. « Ce n'est pas la Lagos que je connaissais », dit Sanusi Turay, qui gère une entreprise de sécurité privée dans la ville. La nouvelle Lagos est un peu une anomalie, explique M. Turay, avec une pointe de sarcasme. « Mais, honnêtement, nous sommes très heureux que les choses changent pour le mieux. »

Juste avant que M. Tinubu ne devienne gouverneur en 1999, la BBC indiquait que « les réalités de Lagos peuvent contrecarrer les plans ambitieux de M. Tinubu ; la ville s'effondre aussi vite qu'elle se bâtit, disparaissant sous une montagne de détritus. » Après 15 ans de laborieux efforts, néanmoins, cette image de Lagos évolue lentement.

La stratégie de M. Fashola

Après le départ de M. Tinubu, la stratégie de M. Fashola se concentrait sur trois fronts. Premièrement, il a sollicité le soutien des citoyens pour une nouvelle vision de Lagos. Le slogan *Eko o ni baje* (Lagos ne doit pas tomber en ruine) a rallié les Lagotiens contre le statu quo. Deuxièmement, il a réformé le système fiscal, ce qui a porté les recettes fiscales à 115 millions de dollars par mois en 2015, contre 3,2 millions en 1999. Le respect des règles fiscales est passé à 80 %, contre 30 % environ en 2005. Troisièmement, M. Fashola a utilisé ces recettes pour entreprendre des projets ambitieux de transport et d'assainissement, notamment la création d'un réseau de chemin de fer, de voies de bus et d'un système de ramassage des déchets, ainsi qu'une réhabilitation massive des routes.

Grâce au système de bus à haut niveau de service (BHNS), le transport à Lagos « est devenu plus rapide, plus sûr, plus régulier, relativement moins cher et plus confortable », indiquait *Vanguard*. Le système de BHNS lui-même a fourni un emploi à 2 500 personnes. La plupart des bus commerciaux de Lagos, notoirement vieux et dangereux, appelés Molues, ont été remplacés par de nouveaux bus chics qui utilisent les voies de bus désignées. Avec le soutien des opérateurs privés, le gouvernement a acheté environ 1 300 taxis pour desservir la ville.

En outre, un projet ambitieux de réseau ferré léger de plusieurs milliards de dollars lancé en 2010 devrait être achevé en décembre prochain. Le projet consiste en sept voies qui, une fois terminées, faciliteront davantage la circulation dans la ville de Lagos.

Le voyage n'est pas terminé

Aujourd'hui, les efforts de M. Fashola lui valent des louanges bipartites, un phénomène rare au Nigéria. Le critique social nobélisé Wole Soyinka déclare : « M. Fashola diagnostique les problèmes et s'y attaque comme un mécanicien qualifié. »

« Ce voyage se poursuit », déclare M. Fashola, dont le mandat a pris fin en 2015 et qui occupe désormais les fonctions de ministre fédéral nigérian de l'Énergie, des Travaux publics et du Logement. Lui et son prédécesseur M. Tinubu ont placé la barre haut. Nous ne savons toujours pas à quoi nous en tenir concernant l'actuel gouverneur Akinwunmi Ambode, qui a pris les rênes en mai 2015. Toutefois, pour Lagos, la ville de l'icône de l'afrobeat Fela Kuti et la ville depuis laquelle la personne la plus riche d'Afrique, Aliko Dangote, dirige son empire commercial, le mantra reste en effet *Eko o ni baje*.

INTERVIEW

L'urbanisation : un outil de développement

— Joan Clos

Joan Clos est le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), basé à Nairobi. Dans cet entretien avec **Newton Kanhema** pour *Afrique Renouveau,* le Dr Clos parle des effets de l'urbanisation en Afrique et d'Habitat III, la prochaine grande conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable qui se tiendra à Quito en Équateur en octobre 2016. Voici des extraits de cet entretien :

Afrique Renouveau : Quelles sont les conséquences de l'urbanisation galopante en Afrique ; le continent devrait-il contrôler ce phénomène ?

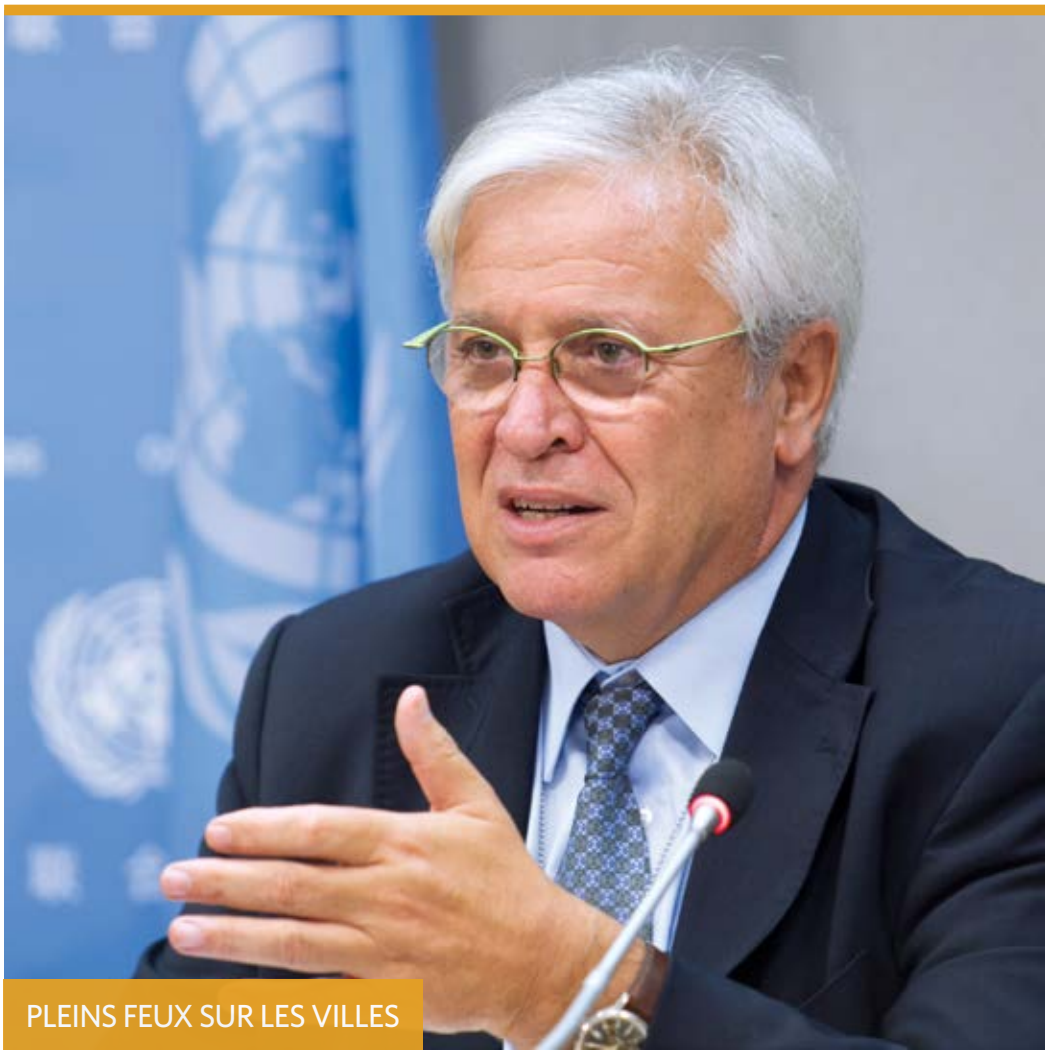
Joan Clos : En Afrique, la part de la population vivant en zone urbaine est aujourd'hui de 30 % environ, mais elle passera à 50 % très prochainement. Cela posera plusieurs défis en matière de gouvernance et de capacité de réaction des villes, voire des gouvernements nationaux. Il est important de disposer d'une politique urbaine nationale pouvant se transformer en initiatives locales. L'urbanisation représente davantage une opportunité qu'un défi, car elle va de pair avec le développement. Si les gouvernements planifient et conçoivent correctement l'urbanisation, ils jouiront des avantages qu'elle procure à une société. L'urbanisation constituera une grande opportunité pour l'Afrique dans les années à venir.

Donc, selon vous, l'urbanisation peut procurer des avantages ?

En effet. Étant donnée la dynamique actuelle des sociétés africaines, l'urbanisation est à la fois une conséquence du développement et une force motrice permettant d'accélérer ce développement.

De nombreux gouvernements africains ont tendance à développer de nouvelles mégalopoles afin de décongestionner les villes existantes. S'agit-il d'une solution durable ou d'une solution de secours ?

Les mégalopoles ne sont généralement pas durables, mais elles constituent de bonnes évolutions pour la prospérité économique, si elles sont bien planifiées. En fait, bon nombre de grandes villes dans le monde sont bien plus grandes que les mégalopoles africaines. Tokyo, par exemple, compte plus de 35 millions d'habitants, par rapport à certaines mégalopoles africaines qui ont environ 10 à 12 millions d'habitants. La question ne porte pas sur la taille des villes mais sur leur capacité de se développer, non spontanément, mais d'une manière bien conçue et bien planifiée. Le problème n'est pas l'émergence de mégalopoles, mais le manque de planification. Le défi est de savoir comment transformer les mégalopoles de manière



PLEINS FEUX SUR LES VILLES

Joan Clos est le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) basé à Nairobi. UN Photo/Rick Bajornas

à ce qu'elles soient productives sans accumuler les problèmes d'une urbanisation non planifiée.

Quel genre de soutien ONU-Habitat apporte-t-il aux gouvernements nationaux pour leur permettre de développer des établissements humains écologiquement durables ?

Nous conseillons les États membres quant aux stratégies pouvant être appliquées à l'urbanisation en vue d'accroître l'efficacité et la productivité. Il s'agit notamment de suggérer une politique urbaine nationale composée de trois piliers. Les règles et réglementations constituent le premier pilier ; elles sont importantes parce que l'urbanisation rime avec état de droit. Le deuxième pilier est la qualité de l'aménagement urbain, et le troisième la planification financière. L'urbanisation est un exercice coûteux qui exige beaucoup de ressources.

De nouvelles villes surgissent en Afrique, mais des taudis également. Quel genre de politiques les gouvernements africains devraient-ils adopter pour répondre à la prolifération des taudis ?

Les taudis sont une conséquence naturelle de l'urbanisation spontanée. En ce sens, ils doivent être considérés comme un résultat temporaire du développement. Pour éviter les taudis, nous devons accélérer le développement. Les taudis devraient être bien mieux intégrés aux droits au logement. Il n'est pas possible de lutter contre les taudis de manière isolée. Il convient de disposer d'une politique intégrée qui traite de la subsistance des populations, et notamment de l'emploi, des revenus, de la formation et du capital humain. Les autorités doivent fournir à la classe moyenne des logements abordables. Il s'agit d'un processus long et difficile ; il n'existe pas de solution radicale.

Y a-t-il des pratiques exemplaires dans le monde que les pays africains pourraient adopter ? Quels enseignements pouvons-nous tirer de Kigali ou de Lagos ?

Eh bien, il y a beaucoup d'expérience dans la région et ailleurs. Il n'existe pas de solutions simples et rapides à l'urbanisation, car il s'agit d'un processus de transformation d'une société et cela demande du temps. L'important est d'aborder la question avec une bonne stratégie et une vision à moyen et à long terme. C'est ce que nous offrons : un cadre d'idées abordant les différents problèmes auxquels sont confrontées les villes. Nous aidons Kigali à introduire de nouveaux concepts pour l'extension de la ville, pour une urbanisation bien planifiée, pour des espaces publics de qualité et pour l'équilibre entre espaces publics et terrains constructibles. Lagos est un cas très intéressant car c'est une grande ville qui, bien qu'elle soit considérée comme l'une des méga-capitales africaines, a la capacité d'engager des politiques pouvant générer des revenus, soutenir les services intérieurs et transformer la richesse de ses habitants. Lagos constitue un bon exemple de l'approche que devraient adopter les autres villes africaines.

Cette année, le principal événement de votre calendrier est la conférence Habitat III. Quelle est l'importance de cet événement pour le continent africain ?

Il s'agit d'une rencontre très importante qui aura lieu à Quito en Équateur, 20 ans après Habitat II, qui s'est tenue à Istanbul en Turquie. Habitat III fera le point de l'urbanisation qui s'est faite au cours des deux dernières décennies. Ce sera aussi le début d'un processus de mise en œuvre des stratégies adoptées pour l'urbanisation ces vingt prochaines années. Il ne fait aucun doute que l'urbanisation va s'accélérer au cours des prochaines années et que l'Afrique enregistrera le rythme le plus rapide au monde. Je suis heureux que les dirigeants africains mobilisent leur gouvernement pour Habitat III, car ils participeront activement aux débats sur l'urbanisation dans les années à venir et les approfondiront.

Quel résultat les dirigeants africains peuvent-ils attendre d'Habitat III ?

Habitat III offrira aux dirigeants africains une occasion importante de partager des expériences en matière de transformation de l'urbanisation en outil de développement. Très souvent, nous abordons l'urbanisation comme un problème de pauvreté, de manque de services, etc., et non comme une occasion d'accélérer le rythme du développement. Habitat III alignera l'urbanisation, en tant qu'outil de développement, sur l'Agenda 2030 pour le développement durable.

De nombreux pays africains rencontrent d'énormes problèmes d'urbanisation. Sans ressources, comment peuvent-ils mettre en œuvre des politiques offrant des établissements humains adéquats ?

La question du financement de l'urbanisation est très complexe, mais selon les économistes, la richesse générée par l'urbanisation est bien supérieure au coût de l'urbanisation. La question est de savoir comment partager la richesse générée par l'urbanisation entre toutes les parties prenantes. L'un des points épineux à aborder est le fait que l'urbanisation ne consiste pas seulement à construire des bâtiments, il faut parvenir à un équilibre entre l'art et la science de la construction des villes, d'une part, et de la construction de bâtiments, d'autre part.

L'accord récemment signé à Paris sur le changement climatique fournit-il des éléments permettant d'éclairer votre travail ?

Oui, le changement climatique est important pour l'urbanisation, particulièrement dans les pays développés, où les villes sont une source d'émissions de gaz à effet de serre. Pourtant, les effets du changement climatique sont davantage ressentis dans les villes qui manquent d'infrastructures. Il s'agit d'une équation complexe devant être traitée au niveau mondial. Cela signifie prendre des mesures pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et aider les villes qui en subissent les conséquences à s'adapter aux nouvelles conditions. Dans certaines régions du monde, ce sont les villes qui sont les principales émettrices de gaz à effet de serre, alors que ce sont d'autres villes qui subissent les effets les plus graves du changement climatique.

Pour terminer, quel est votre message pour l'Afrique ?

L'Afrique a une occasion énorme de relever les nouveaux défis de l'urbanisation. C'est à la fois un déchaînement et un processus. Elle doit concevoir des stratégies qui mettent l'accent sur la capacité de l'urbanisation de stimuler la prospérité. La grande question est de savoir comment orienter ce processus et avec quel objectif et quelle vision. J'invite les populations africaines et leur gouvernement à considérer l'urbanisation comme une opportunité et un outil pouvant faciliter le développement.

Abidjan retrouve de son prestige

La ville prend un nouveau virage grâce au retour de la croissance économique

PAR **FRANCK KUWONU**

Vue aérienne du quartier du Plateau à Abidjan, Côte d'Ivoire. ONU *Photo/Basile Zoma*

Illuminée par un subtil jeu de lumière orange, l'une des trois couleurs du drapeau ivoirien, la ville d'Abidjan a accueilli 2016 avec un impressionnant feu d'artifice. Vingt-cinq minutes durant, les fêtards de la capitale commerciale, autoproclamée « Perle des lumières », ont pu profiter d'un éblouissant spectacle de couleurs au-dessus de la lagune Ébrié.

Sur la rive, dans les hôtels imposants qui bordent les eaux peu profondes de la lagune et dans le Palais de la Culture de Treichville, les Ivoiriens interrogés par *Afrique Renouveau* se sont montrés optimistes à l'égard de la nouvelle année. Les festivités ont semblé refléter l'ambiance dans le pays et le discours officiel est qu'Abidjan est « revenu aux affaires ».

« Phé-no-mé-nal ! », titrait *Fraternité Matin*, le principal quotidien d'Abidjan, pour décrire le spectacle pyrotechnique. Mais au-delà de la fête et de l'éblouissant feu d'artifice, Babi (petit nom donné à Abidjan par ses habitants) retrouve de son éclat et compte des dizaines de chantiers destinés à rebâtir ses infrastructures.

Les effets conjugués d'un conflit armé, déclenché en 2002, et d'une violente crise postélectorale en 2011 ont dégradé une grande partie des infrastructures de la ville. En 2014, l'achèvement rapide d'un pont particulièrement attendu sur la lagune Ébrié est apparu comme le premier signe du renouveau de la ville. Sa construction avait été reportée pendant près de 20 ans.

Rénovation des infrastructures

Reliant le nord et le sud de la ville, le pont à péage de 1,5 km de long épargne aux navetteurs plusieurs heures de circulation ralentie. Début janvier 2016, par exemple, après un week-end prolongé, un trajet de 17 km en heure de pointe entre l'aéroport et le quartier des Deux-Plateaux à Cocody prenait seulement 35 minutes, contre au moins deux heures auparavant.

Le nouveau pont Henri Konan Bédié, du nom d'un ancien président, et sa bretelle sur le boulevard Valéry Giscard d'Estaing à Marcory constituent d'autres développements infrastructurels majeurs. La construction de nouveaux hôtels et la réhabilitation des anciens font partie du programme de rénovation urbaine de la ville.

Un nombre croissant de voyageurs étrangers affluent à nouveau vers la ville, attirés par la performance économique du pays. En 2015, la Côte d'Ivoire a enregistré un taux de croissance économique de près de 8 %, selon la Banque mondiale. Ce taux devrait se maintenir pour l'année 2016.

La décision de la Banque africaine de développement (BAD) de ramener en 2013 son siège de Tunis à Abidjan a été considérée comme l'un des premiers signes de confiance renouvelée des institutions internationales à l'égard de la Côte d'Ivoire.

La BAD, qui a contribué à financer le nouveau pont d'Abidjan, aux côtés de

la Banque mondiale, de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO, de la Banque d'importation et d'exportation de Chine et de plusieurs sociétés françaises, investi massivement dans le financement des infrastructures, notamment dans la rénovation et la construction de routes.

Commerce haut de gamme

L'essor économique et l'afflux croissant d'expatriés dans la ville, ainsi qu'une classe moyenne florissante ayant un revenu disponible et la volonté de consommer, contribuent à la relance du secteur tertiaire, notamment des restaurants et commerces de détail haut de gamme. En décembre 2015, un nouveau centre commercial de 20 000 mètres carrés a ouvert ses portes dans le quartier sud. Outre un hypermarché et une aire de restauration, le centre commercial baptisé PlaYce Marcory abrite 55 enseignes. Parmi elles figurent un hypermarché Carrefour, la première filiale du groupe français de grande distribution à s'établir en Afrique subsaharienne, et des filiales de L'Occitane en Provence, une enseigne internationale dans le secteur des cosmétiques et de la parfumerie, ainsi que Brosway, un joaillier italien.

« PlaYce est une bonne chose pour l'Afrique. C'est la preuve que le continent est désormais entré dans le marché de la consommation », a déclaré le ministre du Commerce Jean-Louis Billon lors de l'inauguration.

À son apogée dans les années 1980 et jusqu'au début des années 1990, Abidjan, avec son imposante ligne d'horizon et sa lagune environnante, était souvent surnommée « le Paris de l'Afrique de l'Ouest » et son quartier des affaires « le Manhattan de l'Afrique de l'Ouest », car elle était considérée comme l'une des villes africaines les plus avancées en matière de mode, de culture et de niveau de vie. Bon nombre de personnes voient en l'ouverture du centre commercial aux enseignes européennes et nord-américaines une preuve que la ville peut désormais rivaliser avec les capitales mondiales les plus tendance dans le domaine de la mode et des biens de consommation de qualité.

« Franchement, je retrouve dans le hamburger ou le hot dog vendu à l'aire de restauration la qualité et le goût de ceux que j'ai pu manger en Europe », a confié Sonia Ngoyet à *Afrique Renouveau*. « Avoir un Burger King ici, à Abidjan, est tout simplement formidable. » Sonia Ngoyet et Christelle Amou, toutes deux vendeuses à la bijouterie Asseke Oro, l'un des magasins locaux de la galerie, se disent ravies de travailler dans le centre commercial.

L'emploi des jeunes à la traîne

Aly Diallo, correspondant régional pour le journal d'État *Fraternité Matin*, est venu de l'intérieur du pays pour passer les vacances avec sa famille. Il est allé faire du lèche-vitrine et a fini par acheter quelques articles dans l'hypermarché français Carrefour. Son plus grand souhait, toutefois, était de se prendre en photo dans le centre commercial pour montrer qu'il « faisait partie de l'histoire ». Après avoir hésité entre plusieurs emplacements, il a finalement opté pour une boutique de vêtements avec une immense image de la tour Eiffel en arrière-plan. « Un endroit parfait », s'est-il exclamé en posant. « La modernité débarque à Babi ; et je dois montrer que j'y participe. »

Malgré la relance économique et les festivités de fin d'année, les problèmes chroniques d'inégalités de revenus ne cessent de progresser. La revue satirique *Gbich*, sans doute la plus populaire d'Abidjan, titrait : « 2015 est passé fiaaa (sic) on n'a rien vu dedans » Ainsi, tous les Ivoiriens ne profitent pas de la nouvelle richesse du pays. « Certains d'entre nous sont laissés pour compte », déplore Anselme Kouadio, jeune désœuvré de la Rue des Jardins à Cocody. « Les débats sur les ponts et les routes en construction ne remplissent pas le ventre. Nous avons besoin de vrais emplois pour pouvoir nous aussi profiter de ce que la ville a à offrir. Malheureusement, c'est chose rare pour les jeunes comme nous. »

Même la Banque mondiale constate en 2015 qu' « Il existe des disparités en matière d'accès aux services de base, et des inégalités entre les sexes parmi les groupes socioéconomiques et les groupes urbains et ruraux. » Selon les estimations, seuls 57 % des Ivoiriens avaient accès à une eau salubre et à de meilleures installations sanitaires en 2009 : un chiffre bien en deçà de l'objectif de 81 % fixé par les OMD.

Dans un récent rapport intitulé, « La force de l'Éléphant, pour que sa croissance génère plus d'emplois de qualité », la Banque mondiale constate que près de 9 jeunes diplômés sur 10 peinent encore à vivre décemment.

Lors de sa campagne électorale en 2010, « Le Président Ouattara avait promis de créer un million d'emplois pour les jeunes », a indiqué à *Afrique Renouveau* Kobri Borgia, directeur de publication du bihebdomadaire *La Tribune de l'Économie*. « Cinq ans plus tard, nous ne savons toujours pas à quoi nous en tenir ».

En 2015 à nouveau, le Président Ouattara s'est engagé à faire de l'emploi des jeunes une priorité pour son dernier mandat. L'avenir nous le dira, estime M. Borgia, qui ajoute : « la clé pour que la Côte d'Ivoire connaisse une croissance durable est de s'assurer que la forte croissance économique sert tous les aspects, y compris celui de l'emploi. » Le rapport de la Banque mondiale ne dit pas autre chose.

Visite du Président Alassane Ouattara à PlaYce. *Reuters/Thierry Gouegnon*

INTERVIEW

ODD : Ne laisser personne pour compte

— David Nabarro

David Nabarro est le nouveau Conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon pour le Programme de développement durable (ODD), un plan d'action conçu pour mettre fin à la pauvreté, adopté par les États Membres en septembre 2015 pour remplacer les objectifs du Millénaire pour le développement. Le docteur Nabarro oeuvrera de concert avec les États Membres pour mettre en œuvre les objectifs de développement durable (ODD) d'ici à 2030. L'échange qui suit est un extrait de l'entretien qu'il a accordé à **Masimba Tafirenyika** pour *Afrique Renouveau.*

Afrique Renouveau : Commençons par votre nomination au poste que vous occupez... Elle représente sans doute l'un des défis les plus importants de votre carrière. Qu'avez-vous pensé lorsque vous avez appris la nouvelle ?

David Nabarro: Le Secrétaire général m'a téléphoné en décembre pour me demander si j'étais prêt à prendre le poste. La première chose qui m'a traversé l'esprit, c'était que j'allais succéder à Amina Mohammed, une femme extraordinaire et une dirigeante de premier plan, qui a aidé les Nations Unies à concevoir les objectifs de développement durable. C'était donc un honneur pour moi qu'on me propose ce travail. C'est aussi une immense responsabilité, qui peut être intimidante. Dans le même temps, c'est une tâche de la plus haute importance, puisque les ODD ne sont rien de moins qu'un plan pour l'avenir de la planète et de ses habitants. C'est un travail difficile, car on me demande d'aider le Secrétaire général à faire en sorte que les ambitions des dirigeants du monde entier se traduisent concrètement.

David Nabarro, le Conseiller special du Secrétaire général de l'ONU pour les ODD. ONU

Votre principale tâche sera de travailler avec les États Membres et les autres acteurs pour mettre en œuvre l'Agenda 2030. En quoi cela consiste-t-il ?

La plus grande partie du travail sur l'Agenda 2030 pour le développement durable revient aux États Membres, c'est-à-dire aux gouvernements et institutions des pays concernés. Il y a déjà des signes clairs que certains États veulent agir rapidement pour aligner leurs plans nationaux avec cet agenda. Ils seront soutenus dans leur démarche par les Nations Unies et par un vaste mouvement qui réunit la société civile, les entreprises, les organisations confessionnelles, des groupes de scientifiques, les médias et bien d'autres encore. Mon travail est d'aider le Secrétaire général à garder un œil sur les agissements des uns et des autres et de lui indiquer où concentrer ses efforts pour accompagner le processus.

Qui est responsable de la mise en œuvre des ODD ? Les gouvernements devront-ils rendre des comptes si les objectifs ne sont pas appliqués ?

Les objectifs ont été décidés par les dirigeants du monde entier qui se sont engagés au nom de leurs peuples. Ce sont donc bien les gouvernements nationaux qui devront rendre des comptes à leurs peuples, et ces peuples sont en droit d'attendre et d'exiger de leurs dirigeants la poursuite de ces objectifs dans ces pays.

Le coût du financement des ODD est estimé à plusieurs milliers de milliards de dollars sur les 15 prochaines années. D'où viendra cet argent et allez-vous demander que des ressources supplémentaires soient allouées pour les pays les plus pauvres ?

Les ODD concernent tous les pays du monde. Lorsque les dirigeants des États se sont fixé ces objectifs, l'idée était qu'ils sous-tendraient leurs plans nationaux de développement. Les dépenses existantes des gouvernements devront donc être ajustées pour s'aligner sur les ODD, ce qui signifie qu'une grande partie du financement viendra des budgets nationaux existants. Il faudra trouver d'autres apports bien sûr, car même s'ils coûtent cher, certains objectifs sont absolument nécessaires, en particulier dans

les pays les plus pauvres, pour que tout le monde ait une chance d'en bénéficier et pour s'assurer que personne ne sera laissé pour compte. Pour y arriver, il est donc essentiel que les financements suivent et soient même, dans certains cas, complétés par des investissements du secteur privé. Et pour que l'argent reste disponible, les [donateurs] seront appelés à poursuivre leur aide au développement plutôt qu'à la réduire du fait des pressions intérieures. Aux Nations Unies, notre travail, entre autres, est de faire en sorte que l'aide au développement aux pays pauvres ne soit pas interrompue.

Certains experts estiment qu'une partie de l'argent destiné aux ODD pourrait venir d'un renforcement de la lutte contre la circulation de capitaux illicites. L'Agenda 2030 appelle à réduire ces flux de capitaux illicites et à aller plus loin dans le recouvrement et le retour des avoirs volés. Quel est votre point de vue sur ces questions ?
Le plus important à mon sens, c'est que les gouvernements mettent en place des systèmes justes et transparents et s'assurent que les fonds nécessaires au secteur public soient effectivement usés au profit du public. Cette approche est au cœur des principes qui sous-tendent les ODD. S'il arrive que [de l'argent soit] déplacé d'un pays à un autre sans réelle obligation de rendre des comptes, ou que de l'argent soit détourné [pour ne pas payer] d'impôts, et pas seulement dans les pays pauvres, alors bien entendu cela aura un impact négatif sur la réalisation des ODD. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle un bon usage des recettes fiscales et des budgets est absolument indispensable à la réussite de la mise en œuvre des ODD.

Craignez-vous que la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme au niveau mondial détourne les ressources qui devraient être consacrées aux ODD ?
Quand je parle aux responsables des gouvernements des pays touchés par l'extrémisme et le terrorisme, ce que j'entends surtout, c'est qu'ils voudraient consacrer plus de ressources encore aux ODD pour détourner les jeunes, et plus particulièrement ceux qui ont déjà reçu une certaine formation, des discours extrémistes. Il ne fait aucun doute pour moi qu'investir dans les ODD est une condition préalable à la réduction des risques liés à la violence extrémiste.

L'un des défis soulevés par les OMD était l'absence de régularité dans la publication des rapports nationaux de rendement. Est-il prévu d'informer régulièrement les citoyens de l'avancement des ODD ?
L'Agenda 2030 fera l'objet d'un suivi et d'une évaluation réguliers par l'ensemble des pays, grâce au mécanisme annuel d'une structure qui a pour nom le Forum politique de haut niveau. Celui-ci permettra aux pays d'expliquer où ils en sont des objectifs qu'ils se sont engagés à remplir. C'est une manière transparente de permettre aux citoyens d'interroger leurs gouvernements sur leurs performances, de comprendre pourquoi certaines activités n'ont pas eu le succès escompté et pourquoi d'autres ont mieux réussi.

De nombreux pays et régions disposent de leur propres plans de développement, comme l'Union africaine avec l'Agenda 2063. Comment les ODD s'inscriront-ils dans ces plans ?
Les ODD ont été adoptés par tous les dirigeants du monde en connaissance de cause : ils savaient déjà que certaines activités dans leur pays se refléteraient directement dans les ODD. L'idée n'est pas de redéfinir les plans nationaux dans leur intégralité, mais de les aligner sur les ODD. Dans certains pays cela suppose simplement de laisser les choses comme elles sont. Dans d'autres, elles devront être changées pour mieux s'aligner sur les ODD.

Parlons maintenant des cibles des ODD : qui est chargé de les concevoir ? Ces cibles sont-elles les mêmes pour les pays riches et les pays pauvres ?
Les cibles des ODD sont proposées aux pays pour les aider à évaluer leurs progrès. Les indicateurs qui s'appliquent à chacune des cibles sont eux aussi à la disposition des pays, qui peuvent s'en servir pour évaluer leurs progrès. Le [processus] est défini à partir du pays lui-même, il est basé, centré, orienté sur le pays. Et c'est au pays de décider quels cibles et indicateurs il veut retenir. Aucun groupe ni structure extérieure ne décidera à leur place.

Comme on le dit souvent : « Si tout est important, alors rien ne l'est vraiment. » Quel est selon vous l'ODD le plus important pour les pays africains ?
Je travaille sur les questions de développement depuis plus de 40 ans et j'ai été témoin des réalités quotidiennes que doivent affronter les personnes pauvres et vulnérables. Leurs vies sont liées . Les questions agricoles, climatiques, d'égalité des sexes, de santé et d'éducation ont elles aussi tendance à être inextricablement liées. On ne peut pas s'emparer d'un domaine, d'un aspect unique de l'existence humaine et le traiter comme s'il n'avait pas de lien avec le reste. Je pense donc que les différentes problématiques identifiées par les ODD sont importantes et que si vous en enlevez une, c'est un peu comme si vous délogiez la grosse pierre qui se trouve au centre de l'arche d'un pont : le pont tout entier s'écroule. J'ai l'intime conviction que toutes ces questions sont importantes.

Comment peut-on être optimiste et croire aujourd'hui que d'ici 15 ans la plupart des ODD auront été atteints ?
Mon optimisme s'appuie sur ce que j'ai vu : l'incroyable capacité des hommes à se réunir autour d'objectifs communs qui visent à améliorer les conditions de vie de leurs semblables, et à travailler dur pour atteindre des résultats. Quand on écoute ou que l'on regarde les informations, on entend parler que du pire. Mais à chaque mauvaise nouvelle diffusée correspondent des milliers d'autres témoignages sur des choses qui fonctionnent mais dont les médias ne parlent pas. Mon optimisme me donne la conviction que les gens se rassembleront et atteindront les objectifs qu'ils se sont fixés en mettant en avant la lutte contre le changement climatique ou les crises de longue durée, le combat pour l'équité entre les sexes, les droits de l'homme et le financement du développement.

L'Afrique et ses entrepreneurs

Une stratégie efficace pour combattre le chômage des jeunes

PAR **RAPHAEL OBONYO**

La majorité des pays africains diversifiant leurs sources de revenus traditionnelles, l'entrepreneuriat est de plus en plus considéré comme une clé de la croissance économique. Jusqu'à présent, l'entrepreneuriat a produit des rendements énormes pour les entrepreneurs, et selon les experts, il recèle un énorme potentiel inexploité pouvant mener le continent africain à sa prochaine phase de développement.

Une étude publiée en juin 2015 par Approved Index, un groupe de réseautage d'affaires basé au Royaume-Uni, a classé l'Afrique parmi les meilleurs dans le domaine de l'entrepreneuriat. Comme témoignage de l'étoile montante du continent, le Rapport *Entrepreneurship around the World* a cité l'Ouganda, l'Angola, le Cameroun et le Botswana parmi les dix premiers en matière d'entrepreneuriat. Le groupe voit l'entrepreneuriat comme une « nécessité » à une période de fort taux d'emploi, en disant : « Quand le chômage est élevé et que l'économie est plus faible, les gens sont obligés de créer de petites entreprises pour subvenir à leurs besoins personnels et à ceux de leurs familles. »

Aujourd'hui, l'entrepreneuriat est considéré comme l'un des outils les plus durables de création d'emplois en Afrique. Roselyn Vusia, un défenseur des droits de l'homme, souligne que le chômage des jeunes en Ouganda estimé à 83 %, selon le rapport 2014 de la Banque africaine de développement, est l'un des plus élevés d'Afrique.

Le taux de chômage sur le continent est également inquiétant. Une étude réalisée en 2013 par la Brookings Institution, un groupe de réflexion basé à Washington, a constaté que la jeunesse africaine (15-24 ans) représente environ 37 % de la population active. Cette même tranche d'âge, cependant, représente environ 60 % des sans emploi en Afrique.

Kwame Owino de l'Institut des affaires économiques (IEA), un groupe de réflexion basé à Nairobi, déclare : « une forte population jeune, de mauvais choix politiques et un manque de plans globaux pour l'emploi dans de nombreux pays africains alimentent les taux de chômage élevés. »

Mme Vusia décrit une approche proactive : « Le gouvernement ougandais a mis en œuvre une stratégie d'entrepreneuriat axée sur le développement des compétences, la fourniture des ressources et l'accès aux marchés. Elle semble porter ses fruits », affirme-t-elle.

L'importance de l'entrepreneuriat a été soulignée au Sommet mondial de l'entrepreneuriat qui s'est tenu en juillet 2015 à Nairobi, la capitale kényane, en présence notamment du président des Etats-Unis, Barack Obama, d'entrepreneurs de plus de 100 pays et d'un groupe d'investisseurs américains.

Prenant la parole lors de ce sommet, le Président Obama a salué l'entrepreneuriat pour ce qu'il représente pour l'Afrique. Les participants au Sommet ont convenu avec lui que l'entrepreneuriat est l'un des facteurs clés de la boîte à outils contre le chômage des jeunes en Afrique, où vit la population la plus jeune au monde.

« L'entrepreneuriat crée de nouveaux emplois et de nouvelles entreprises, de nouvelles façons de fournir des services de base, de nouvelles façons de voir le monde - il est l'étincelle de la prospérité », a déclaré M. Obama au sommet.

Selon Evans Wadongo, présenté par *Forbes Africa* comme l'un des jeunes entrepreneurs les plus prometteurs d'Afrique, de nombreux gouvernements africains n'ont pas été enclins à élaborer des politiques qui permettraient de prévenir considérablement le chômage des jeunes .

« Les gouvernements ne font pas assez. Le secteur privé s'en sort tant bien que mal, mais la plupart des produits introduits sur le marché africain proviennent de Chine. Cela prive les jeunes d'emplois manufacturiers tant recherchés, qui exigent plus de main-d'œuvre », dit-il.

Le succès engendre le succès

Le Chef de cabinet du Ministère kényan de l'industrialisation et du développement des entreprises, Adan Mohammed, défend les politiques de la plupart des gouvernements africains, en disant que leurs efforts

Scorpio R. Khoury, Rwandais de 26 ans, propriétaire de l'enseigne de mode « Made in Kigali».

Panos/Sven Torfinn

suscitent la confiance en le continent et permettent à davantage de jeunes de se tourner vers l'entrepreneuriat.

« Le succès engendre le succès - de nombreux entrepreneurs tirant leur épingle du jeu, d'autres suivent leur exemple. En outre, les inventions technologiques attirent les entrepreneurs », affirme M. Mohammed. « L'état d'esprit a changé et beaucoup de jeunes gens pensent comme des employeurs. De nombreux gouvernements africains ont créé des opportunités en termes de financement et d'accès aux marchés ».

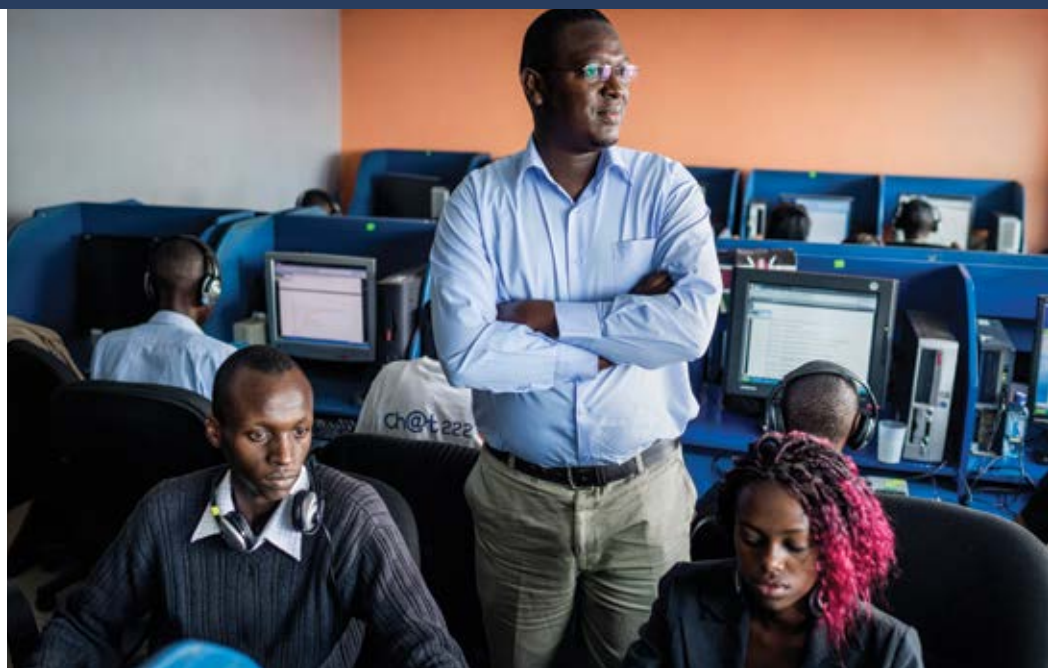
Parlant de l'augmentation des investissements étrangers et de la croissance économique en Afrique, le Premier ministre ougandais, Ruhakana Rugunda, a déclaré que les efforts déployés par son gouvernement pour promouvoir la culture entrepreneuriale ont produit des « résultats remarquables. » C'est ainsi que le Fonds de capital-risque destiné aux jeunes et géré par l'État permet de former les jeunes qui ont de bonnes idées commerciales et de leur donner de l'argent. Le gouvernement aide également les jeunes entrepreneurs à commercialiser leurs produits.

Plus important encore, les jeunes constituant plus de 75 % de sa population, l'Ouganda a remodelé son système éducatif afin d'inclure l'entrepreneuriat au nombre des disciplines enseignées dans les lycées et les collèges. En outre, avec l'aide du secteur privé et des agences de développement, le gouvernement a mis en place des centres d'information, de communication et d'innovation technologique qui permettent aux entrepreneurs de créer de jeunes entreprises prospères.

Créer un environnement favorable

Au Kenya, Eric Kinoti, le Directeur général du groupe Safisana Home Services, une entreprise qui fournit des services de nettoyage, espère que le gouvernement va suivre l'exemple de l'Ouganda et créer un environnement propice à l'entrepreneuriat susceptible de créer des emplois jeunes.

« De nombreuses institutions financières au Kenya s'attendent à ce que les jeunes fournissent des garanties, mais seuls quelques investisseurs sont prêts à investir dans les idées des jeunes », note M. Kinoti, qui encadre d'autres jeunes entrepreneurs et figure dans le classement Forbes des 30 de moins de 30 ans d'Afrique.



Steve Muthee, directeur de Daproim, une compagnie kényane de traitement de données. *Panos/Sven Torfinn*

L'inaccessibilité des fonds de roulement entrave l'entrepreneuriat au Kenya. Même si le gouvernement a créé le Fonds pour le développement de l'entrepreneuriat jeune (YEDF) et le Fonds Uwezo pour soutenir l'entrepreneuriat chez les jeunes, les contraintes budgétaires limitent l'impact de ces fonds.

« L'entrepreneuriat, s'il est bien géré, peut créer plus d'emplois sur le continent et renforcer la classe moyenne ce qui est indispensable à la croissance économique. Il est nécessaire d'intégrer la formation en matière d'entrepreneuriat à l'éducation formelle en Afrique pour préparer les jeunes à l'avenir », affirme M. Wadongo.

Au Cameroun, Olivia Mukami, Présidente fondatrice de Harambe-Cameroun, une organisation d'entrepreneuriat social, insiste sur le fait que l'Afrique doit accorder la priorité au chômage des jeunes : « Les pays africains sont assis sur une bombe à retardement et s'ils ne changent pas, elle va exploser ».

Mme Mukami déclare qu'en plus de contribuer à la création d'emplois, l'entrepreneuriat peut aussi aider le continent à résoudre certains des problèmes sociaux qui entravent les progrès. « Je me réjouis que le gouvernement camerounais ait fait de l'entrepreneuriat une priorité en tant que pilier essentiel du Cameroun: Vision 2035, » dit-elle.

Andrew Wujung, professeur d'économie à l'Université de Bamenda au Cameroun, attribue l'effort d'entrepreneuriat du pays à sa stratégie unique de réduction de la pauvreté. À la différence d'autres pays d'Afrique, la stratégie de réduction de la pauvreté du Cameroun est liée à l'entrepreneuriat. En outre, le gouvernement organise des programmes d'acquisition de compétences solides et de formation à l'attention des entrepreneurs et facilite l'accès au crédit des personnes ayant des idées innovantes sur le plan technologique et commercial.

Relever les défis

Pour que l'entrepreneuriat ait de forts retentissements sur l'économie africaine, les gouvernements doivent relever certains des plus grands défis qui en entravent la progression, dont le manque de fonds, d'encadrement approprié et d'efficacité des politiques publiques. En outre, les gouvernements africains devraient envisager d'offrir des mesures incitatives au secteur privé par le biais d'allègements fiscaux pour créer plus d'emplois. Les lois et les règlements devraient favoriser les entrepreneurs.

M. Mohammed affirme que l'Afrique est sur la bonne voie. Mais pour récolter les fruits de l'entrepreneuriat, il faut des stratégies et des politiques efficaces afin de créer davantage d'emplois au sein des petites et moyennes entreprises.

Raphael Obonyo est le représentant de l'Afrique auprès de l'Organisme mondial de coordination de la Banque mondiale et membre de la Fondation Ford.

Thabo Mbeki mobilise contre les flux financiers illicites

L'évasion fiscale, le trafic de drogue, la contrebande, la corruption et le détournement sont les principales cibles

PAR **KINGSLEY IGHOBOR**

Thabo Mbeki (centre) à la tête d'une délégation de haut niv

Quand il s'agit des questions de développement socioéconomique et politique de l'Afrique, la voix de l'ancien président sud-africain, Thabo Mbeki, tempérée par l'âge et l'expérience continue de se faire entendre.

Sept ans après avoir quitté le pouvoir, M. Mbeki ne cache pas son impatience face à l'incapacité de l'Afrique à profiter de son énorme potentiel. A l'heure actuelle, Thabo Mbeki mène une guerre contre les flux financiers illicites (FFI) en provenance d'Afrique, en sa qualité de chef du groupe de haut niveau de l'Union africaine sur les FFI constitué de 10 membres.

L'Afrique perd au moins 50 milliards de dollars par an du fait des transactions illégales. Le continent aurait perdu jusqu'à mille milliards de dollars au cours des 50 dernières années. Selon, Global Financial Integrity, un organisme de recherche et de conseil à but non lucratif basé à Washington et engagé dans la lutte contre les FFI, les principaux canaux de FFI sont les activités commerciales néfastes des multinationales, le trafic de drogue et la contrebande, la corruption et le détournement de fonds. Certaines entreprises pratiquent également la surfacturation ou la sous-évaluation des accords commerciaux, la manipulation des prix de transfert (éviter les taxes en fixant des prix entre leurs divisions), les services bancaires offshores et le recours aux paradis fiscaux.

Au regard de l'ampleur des FFI en provenance d'Afrique, M. Mbeki ne nage-t-il pas à contre-courant ?

« Les flux financiers illicites représentent un défi pour nous en tant qu'Africains, mais il est évident que la solution est mondiale. Nous ne pouvons résoudre ce problème à notre niveau uniquement », a déclaré M. Mbeki lors d'une interview accordée à *Afrique Renouveau* à New York.

L'ancien président a émis ses plus sévères critiques dans un avant-propos provocateur rédigé pour un rapport publié en 2015 par son groupe. « L'Afrique est un créancier net pour le reste du monde », soutient-il ; ce qui laisse entendre que les flux financiers illicites sortant du continent sont nettement plus importants que l'aide au développement.

Intérêts communs

En février, M. Mbeki a conduit son groupe de travaîl aux États-Unis afin de faire connaitre son rapport et ainsi de sensibiliser le grand public à la question des FFI en provenance d'Afrique. Le point récurrent de ses discours devant différents auditoires à New York et Washington a été la nécessité de résoudre la question de ces FFI.

Alors que des milliards sont gagnés aux dépens du continent et lui sont soutirés, plus de 400 millions d'Africains vivent avec moins de 1,25 dollar par jour (seuil de pauvreté absolue), et le produit intérieur brut par personne sur le continent est de 2000 dollars seulement ; ce qui représente un cinquième de la moyenne mondiale, selon le rapport du groupe dirigé par M. Mbeki intitulé *Track It! Stop It! Get It!*

L'Occident est-il prêt à s'engager auprès de l'Afrique pour combattre les FFI ? « Oui », a répondu M. Mbeki, parce que la « [coopération] est d'importance capitale pour l'Occident ; pas parce que les Occidentaux sont soudainement épris des Africains ou du monde en développement, mais surtout parce qu'il existe un intérêt commun entre les pays développés et ceux en développement à faire face à ce problème. »

Son groupe de travail a rencontré à deux reprises des représentants du gouvernement américain (en 2014 et 2016), et même le vice-président Joe Biden. « Le gouvernement américain nous a communiqué ses propres rapports quant à ses actions relatives aux questions d'imposition, de corruption et de législation nationale. Nous avons donc convenu de travailler ensemble de manière structurée afin de résoudre ces questions ; le travail est en cours. »

Dans sa quête d'une alliance mondiale dans la lutte contre les FFI, le succès du groupe de travail dirigé par M. Mbeki dépendra de son efficacité à pouvoir faire comprendre à tous que cette victoire servira l'intérêt général. L'ancien président est optimiste du fait des avancées réalisées en ralliant le soutien de plusieurs institutions internationales telles que les Nations Unies, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et autres.

Relever le défi.

De plus, « le G7 et le G20 discutent de la manière d'éradiquer les flux financiers illicites, car cette question inquiète tout le monde », a déclaré M. Mbeki.

eau sur les FFI aux Etats-Unis. *Afrique Rnouveau/Paddy Ilos*

Durant leur séjour aux États-Unis, M. Mbeki et son équipe ont échangé avec la Banque mondiale et le FMI à Washington. Ils ont rencontré des responsables des Nations Unies à New York, dont le Secrétaire général, Ban Ki-moon, et des membres du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC). Auparavant, ils étaient à Paris, en France, pour des rencontres avec l'OCDE et au Parlement européen à Bruxelles afin de nouer le dialogue avec l'Organisation mondiale des douanes. Les résultats de ces contacts sont impressionnants. La Banque mondiale élabore actuellement un plan d'action sur les FFI. Le FMI a exprimé son engagement à combattre les FFI et les Nations Unies sont prêtes à aider.

« Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a indiqué que l'ensemble du système des Nations Unies, et pas seulement l'ECOSOC, était prêt à engager des actions pratiques à divers niveaux, » a confirmé M. Mbeki.

D'après lui, le groupe de travail appelle à une mobilisation internationale, mais les Africains ne sont pas en reste. « Nous avons discuté avec la société civile africaine et l'engouement pour la lutte contre les FFI est réel. » Il a mentionné la campagne « Stop the Bleeding » (Arrêter l'hémorragie) menée par la Fondation Trust Africa et visant à mettre un terme aux FFI comme un exemple palpable de l'engagement de la société civile à défendre cette cause. « Il ne s'agit pas pour le continent africain de dire au reste du monde, « faites ceci contre les flux financiers illicites. » Mais plutôt de dire « ensemble, agissons contre ce fléau. »

M. Mbeki affirme que les autorités douanières africaines, la police, les banques centrales, le système bancaire et les services de renseignement financier doivent intensifier la lutte ; il a toutefois reconnu qu'un déficit de capacités dans ce domaine pourrait freiner les efforts globaux.

« Les capacités de ces institutions sont insuffisantes. Le plan d'action issu de la conférence sur le financement du développement tenue à Addis-Abeba [en juillet 2015] appelle le reste du monde à aider le continent africain à combler ce déficit de capacités, » a t-il dit, en ajoutant que les données fiscales échangées au sein du système financier mondial « pourraient s'avérer inutiles si on ne sait pas comment les traiter. »

En dépit de ces faibles capacités, les dirigeants africains sont déterminés à mener la lutte contre les FFI, affirme M. Mbeki. La mise sur pied de ce groupe de travail est une preuve de volonté politique. « Nous sommes convaincus du désir des gouvernements africains de résoudre la question. »

Préserver les fonds recouvrés

L'impression incontestable de corruption a terni l'image de nombreux gouvernements et institutions en Afrique. En effet que pourrait répondre M. Mbeki aux critiques qui maintiennent que les fonds recouvrés pourraient être détournés une fois rapatriés en Afrique ? « Cette initiative a été motivée par le besoin de générer davantage de fonds pour faire face aux défis du développement », rétorque-t-il. Étant donné que ce groupe de travail doit présenter à l'Union africaine un rapport annuel sur les FFI, ces rapports pourraient à l'avenir intégrer des informations sur l'utilisation des fonds recouvrés.

« Disons que le continent arrive à récupérer 25 milliards de dollars. Il serait naturel de dire : grâce à ces 25 milliards de dollars, deux ponts ont été construits et 20 000 km de routes ont été bitumées,» déclare-t-il.

Le groupe de travail dirigé par M. Mbeki mesure l'ampleur de la tâche à accomplir. Dans le cadre de l'interview accordée à *Afrique Renouveau*, il a tenu à mettre l'accent sur le lien qui existe entre les FFI et les ressources naturelles. « Les ressources naturelles sont l'une des principales sources de flux illicites. Rappelez-vous que pendant la guerre au Libéria, l'exploitation forestière illégale a contribué à prolonger le conflit. Aussi le gouvernement élu a fait appel à une firme internationale chargée de marquer chaque bille de bois exportée du Libéria et de suivre cette bille jusqu'à ce qu'elle soit déchargée à Rotterdam [en Hollande] ou quelque part en Europe.

D'après M. Mbeki, « Le défi est plus grand en ce qui concerne d'autres ressources. Par exemple, un pays qui produit du cuivre peut assurer son raffinage jusqu'à un certain degré, et ensuite l'exporter ailleurs pour compléter le processus.» « Un tel pays ne peut pas connaître la quantité de cuivre exportée car il n'a pas été complètement transformé localement. Il nous faut donc un système de traçabilité similaire afin que le pays d'origine sache exactement le volume de cuivre exporté.»

Malgré ces difficultés, le message de fond de M. Mbeki est que l'Afrique ne peut pas continuer de subir une exploitation abusive de ses ressources du fait des flux financiers illicites.

Nouvelle dynamique niponne

Le Japon plus enclin à soutenir la transformation de l'Afrique

PAR **KINGSLEY IGHOBOR**

Le vice-ministre japonais de l'Agriculture, des forêts et de la cation japonaise. Le Gouvernement du Japon

Pour de nombreux Africains, le Japon est un pays notoire pour ses prouesses économiques et technologiques. Johnson Obaluyi de Lagos au Nigéria affirme qu'on pense immédiatement à Toyota, le fabriquant automobile omniprésent, chaque fois qu'il est question du Japon. Pour Kwesi Obeng, un Ghanéen vivant à Nairobi au Kenya, c'est la technologie. Beageorge Cooper, consultante pour la Banque mondiale à Monrovia, au Libéria, considère le Japon comme une « ancienne puissance économique mondiale ».

Toutefois, la réalité change lorsqu'on demande aux Africains de dire un mot au sujet des relations Japon-Afrique. « Il faudrait que je me documente », déclare Mme Cooper. « Je pense que nous importons leurs Toyota », affirme M. Obaluyi. « Ils soutiennent la recherche sur les maladies tropicales en Afrique », d'après M. Obeng.

Cette faible connaissance de la diversité de relations entretenues par le Japon et l'Afrique ne rend guère compte de la réalité sur le terrain, sachant que c'est en 2013 que le Premier ministre japonais Shinzō Abe a annoncé une dotation spectaculaire de 32 milliards de dollars sur cinq ans pour soutenir les projets de développement en Afrique.

Avant l'annonce de M. Abe, l'intervention multiforme japonaise en Afrique était principalement souterraine, sans publicité majeure. Par exemple, peu de gens savent que l'investissement étranger direct cumulé (IED) du Japon sur le continent est passé de 758 millions de dollars en 2000 à 10,5 milliards en 2014, d'après le magazine américain Forbes.

Une initiative novatrice

En lançant en 1993 la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD) avec le Programme des Nations Unies pour le développement et le Bureau du Conseiller spécial sur l'Afrique des Nations Unies, le Japon s'est positionné comme le pionnier de la pénétration asiatique en Afrique auprès des dirigeants du continent. Les Chinois ont suivi en 2000, avec le lancement du Forum sur la coopération sino-africaine tandis que l'Inde a rejoint le mouvement en 2010 avec le forum d'Affaires Inde-Afrique. Ces forums qui rassemblent régulièrement une majorité de dirigeants africains, ainsi que des investisseurs et des experts du développement représentent depuis lors des opportunités d'échange sur le commerce international et permettent d'attirer des investisseurs et l'aide publique au développement (APD).

La décision prise par le Japon d'organiser la sixième édition de la TICAD au Kenya en août, une première pour l'Afrique (les précédentes conférences se sont tenues au Japon), attirera certainement l'attention du grand public sur les relations Japon-Afrique. Une première visite du Premier ministre en Afrique en 2013 (avec des escales en Côte d'Ivoire, en Éthiopie et au Mozambique), la première d'un dirigeant japonais depuis 2005 et la toute première dans un pays francophone, a mis en vitrine les opportunités d'investissement en Afrique, en particulier pour les entreprises japonaises.

10,5 milliards
le montant cumulé de l'investissement direct du Japon sur le continent en 2014

La visite du Premier ministre a également provoqué un examen des intentions stratégiques du Japon et de sa politique africaine, Stratfor, une société oeuvrant dans le domaine du renseignement géopolitique et basée aux États-Unis expliquant que les investissements japonais en Afrique sont motivés par « le manque de ressources » surtout que « ses défis en matière de croissance économique sont devenus plus pressants après les catastrophes naturelles de 2011 et l'arrêt du nucléaire. »

L'Afrique attire des partenaires

Les ressources inexploitées de l'Afrique et son économie résiliente sont des atouts majeurs. D'après la Banque mondiale, le taux de croissance du PIB sur le continent avoisinait 5 % au cours de la dernière décennie, et l'économie s'est révélée résiliente au cours de la crise financière mondiale de 2007-2008. Ceci a incité le Premier ministre Abe à exprimer l'avis selon lequel l'Afrique « n'est plus seulement un récipiendaire d'aide mais désormais, un partenaire de croissance. »

La confiance croissante des investisseurs a permis de multiplier par quatre l'investissement étranger direct depuis 2000, son montant total avoisinant 470 milliards de dollars. Pour faire court, l'Afrique ressemble à une jeune vierge attirant le regard de divers prétendants à l'investissement à travers le monde.

Néanmoins, il semblerait que la croissance économique de l'Afrique a forcé un changement subtil des règles internationales en matière d'engagement. Forbes relève que la Chine et l'Inde font désormais porter leurs efforts sur la construction de routes, de ponts, de voies ferrées et sur d'autres activités commerciales, plutôt que

pêche, Taku Eto, essaie une machine à labourer de fabri-

se contenter d'apporter une aide au développement comme par le passé. La raison en est que les projets infrastructurels, mis en service à grande pompe, peuvent être posés comme preuves de relations constructives.

Contrairement à la Chine et l'Inde, la majorité des flux japonais en direction de l'Afrique continuent d'être « essentiellement destinés à l'aide au développement plutôt qu'aux investissements commerciaux du secteur privé japonais, » relève Harry G. Broadman, Directeur du Council on Global Enterprise and Emerging Markets de l'Université Johns Hopkins à Baltimore, dans le Maryland.

Atout concurrentiel du Japon

Au Mozambique, M. Abe a annoncé une aide au développement de 570 millions de dollars destinée à la mise en valeur de la région du corridor de Nacala qui s'étend du Nord du Mozambique au Malawi. Ce projet permettra la réhabilitation de routes au Malawi et la construction d'un poste frontière unique entre le Malawi et le Mozambique, et d'un autre entre le Malawi et la Zambie.

D'après Stratfor, du fait de la volatilité des prix des produits de base, les pays en développement africains ont besoin de l'aide du Japon. Toutefois, même si des projets comme celui du corridor de Nacala peuvent être rentables, « ils sont illustratifs de l'approche traditionnelle japonaise de l'aide à l'Afrique », objecte M. Broadman.

La critique de M. Broadman ne fait pas grand cas de la nouvelle approche pragmatique adoptée par le Japon dans ses relations avec l'Afrique. Le ministère des Affaires étrangères japonais relève que son Premier ministre souhaite que l'Afrique « choisisse le Japon comme véritable partenaire » parce que l'Afrique a besoin « de l'aide du Japon ainsi que la culture organisationnelle des entreprises japonaises qui valorisent les ressources humaines et accordent une attention particulière au génie créatif. »

L'avantage concurrentiel du Japon provient de ses produits de qualité supérieure, convient M. Broadman, et l'Afrique pourrait en bénéficier dans les domaines des transports, de la production et la distribution d'énergie et dans la fabrication de matériel et de machines de construction. Il ajoute que les entreprises japonaises sont « réputées pour le partage de leur savoir-faire et le transfert de technologie. »

Lorsqu'il a pris la parole devant l'Union africaine à Addis-Abeba, en Éthiopie, M. Abe s'est souvenu qu'un dirigeant africain lui avait dit : « seules les entreprises japonaises nous enseignent les valeurs du travail et la joie que procure un dur labeur. »

M. Abe réitère dans son discours la hâte du Japon de participer à la transformation de l'Afrique grâce à des projets de qualité et au transfert de connaissances. Il préconise une stratégie alliant APD et autonomisation. L'Initiative pour l'éducation commerciale des jeunes Africains, qui donne aux Africains la possibilité d'entreprendre des études supérieures dans 58 universités japonaises, est l'un des programmes japonais de développement des ressources humaines destinés aux Africains. La première fournée de 156 étudiants africains a entamé ses études en septembre 2015. Tsuneo Kitamura, le vice-ministre de l'Economie et du Commerce, reconnait que le Japon adopte une démarche prudente face aux investissements étrangers. Le Mail and Guardian, une publication sud-africaine, rapporte que M. Kitamura a déclaré que, « les entreprises japonaises prennent le temps de décider où investir, mais n'abandonnent jamais en cours de processus. » Christophe Akagha Mba, le ministre gabonais des Mines affirme que tandis que les Chinois profitent de la baisse des produits de base, « les Japonais sont toujours au même niveau. Ils n'ont pas encore engagé d'investissements majeurs, » rapporte Reuters, un service d'information.

Une vingtaine de dirigeants d'entreprise japonais ont accompagné le Premier ministre lors de sa visite en Afrique.

Au-delà de l'économie

Pendant ce temps, des centaines de casques bleus japonais sont déployés à Juba au Sud-Soudan, où ils apportent un soutien technique et logistique essentiel dans le cadre des opérations de maintien de la paix des Nations Unies. L'aide du Japon pour ce qui est du transport aérien de matériel et d'approvisionnements au Sud-Soudan et à Entebbe en Ouganda, où l'ONU a une plate-forme logistique, est considérée comme essentielle pour les opérations de maintien de la paix. Le géant asiatique travaille également en coordination avec l'Éthiopie et d'autres partenaires régionaux pour mettre un terme aux hostilités au Sud-Soudan.

De plus, le Japon prévoit de participer à la résolution des conflits et aux interventions d'urgence en Afrique à hauteur de 320 millions de dollars. Cette somme comprend 25 millions de dollars devant servir à faciliter le règlement pacifique du conflit au Sud-Soudan. « Le Japon estime que la médiation des pays voisins, tels que l'Éthiopie, est vitale et doit être encouragée », a affirmé M. Abe lors de sa visite en Éthiopie.

Les relations culturelles et sportives sont également renforcées. En prélude aux jeux olympiques de 2020, le Japon a lancé un programme baptisé « Sports for Tomorrow » et sollicite la participation des jeunes Africains.

Tandis que le Japon et l'Afrique se préparent en vue du sixième sommet de la TICAD, le Président kényan Uhuru Kenyatta affirme que l'Afrique saisira cette occasion pour mettre en vedette ses propres initiatives de croissance et présenter au Japon les pistes probables de coopération, d'échanges et d'investissements.

Si le Japon peut aider à accélérer la transformation de l'Afrique comme l'a promis M. Abe, les Africains seront sans doute bientôt plus nombreux à avoir une connaissance plus profonde des relations Japon-Afrique.

Le Bambou : ressource inexploitée

Une source de revenus et de création d'emplois qui permet aussi de protéger l'environnement

PAR **ZIPPORAH MUSAU**

C'est une « plante merveilleuse» aux vertus uniques. Pour les agronomes, elle permet de lutter contre la dégradation des paysages ; pour les économistes, elle est un futur «or vert». Pour le désign et l'architecture, elle est aussi un matériau de choix pour lequel il existe déjà un marché mondial.

Le bambou – graminée géante à usages multiples susceptible de pousser sous presque tous les climats et sur les sols les plus pauvres – existe depuis des centaines d'années en Asie, en Amérique latine et dans certaines régions d'Afrique. Cependant, les possibilités d'utilisation de cette plante dont la croissance est la plus rapide au monde (certaines espèces peuvent gagner jusqu'à un mètre par jour) sont encore largement sous-exploitées.

Ainsi ce n'est que récemment qu'a débuté la commercialisation à grande échelle du bambou, générant l'espoir de nouveaux revenus et emplois pour les populations rurales pauvres.

Le marché mondial du bambou, dont la Chine détient la première place, est en pleine expansion en raison d'un accroissement de la demande en produits respectueux de l'environnement en Europe et aux États-Unis. D'après le Réseau international sur le bambou et le rotin (INBAR), une organisation intergouvernementale affiliée auprès de l'ONU qui promeut la culture du bambou et du rotin au profit de l'économie et de l'environnement, le marché mondial du bambou représente aujourd'hui 60 milliards de dollars et est une source de revenus potentielle pour les communautés rurales.

Pour mettre à profit ce marché lucratif, les gouvernements et le secteur privé africains ont entamé des démarches pour la commercialisation du bambou.

Pour le moment, dix-huit pays africains où le bambou pousse naturellement – le Bénin, le Burundi, le Cameroun, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Ghana, le Libéria, le Kenya, le Malawi, Madagascar, le Mozambique, le Nigéria, le Rwanda, le Sénégal, la Sierra Leone, la Tanzanie, le Togo et l'Ouganda – sont membres de l'INBAR. L'organisation leur fournit des informations sur le transfert technologique, le renforcement des capacités et l'établissement de politiques aux fins de la culture de cette plante. D'autres pays, comme l'Angola, le Gabon et la Zambie, devraient prochainement rejoindre l'organisation.

Les dérivés du Bambou: maisons, meubles, abat-jours et un vélo. *INBAR/Lou Yiping*

D'après le directeur général de l'INBAR, Hans Friederich, le bambou peut devenir un pilier essentiel d'une future économie verte en Afrique. Il peut favoriser la réduction de la pauvreté et la protection de l'environnement. Il représente en outre une solution rapide et concrète à certains des défis en matière de pauvreté et de ressources naturelles auxquels font face de nombreux pays africains.

Le bambou est à l'origine de la fabrication de nombreux produits de valeur. Selon le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), il existe plus de 2 000 emplois de cette plante. La Chine avance qu'il en existe près de 10 000 et que sa transformation peut générer encore beaucoup plus d'argent.

Le bambou est utilisé pour la fabrication de meubles, de certains bâtiments et toits, de poteaux, de placages, de revêtements de sol, de panneaux muraux, de plafonds, d'échafaudages, de cadres de portes et de fenêtres, ainsi que de stores.

Dans l'industrie des pâtes à papier, le bambou peut être transformé en papier journal, papier toilette et carton, un avantage pour la préservation des ressources forestières limitées de l'Afrique. Dans les industries textile, agroalimentaire et chimique, le bambou participe à la fabrication de tissus, t-shirts, vins, vinaigres, produits biochimiques et pharmaceutiques.

Au niveau national, le bambou est utilisé pour fabriquer des tapis, des paniers, des canoës, du matériel de pêche, des vélos, des clôtures, des cure-dents, des bureaux d'écolier, des crayons et des gommes, pour ne citer que quelques produits.

Le bambou est également une source d'énergie non polluante. Le bambou fournit une source d'énergie alternative, propre et renouvelable pour un usage domestique ou industriel.

Certains estiment même que le bambou est une plante « magique» pour la protection de l'environnement, car elle atténue les effets du changement

climatique en permettant un reboisement rapide, en ralentissant l'érosion des sols et en compensant les faiblesses des écosystèmes. Le bambou est aussi un très bon puits de carbone géant, chaque plante absorbant presque deux fois plus de dioxyde de carbone qu'un arbre.

Pour les agriculteurs, la culture du bambou pourra aussi probablement permettre l'acquisition de crédits de carbone. L'INBAR, la Fondation China Green Carbon et l'Université agricole et forestière du Zhejiang ont mis au point une méthodologie qui permettra aux concepteurs de projet de mesurer les flux de carbone dans une plantation de bambous et de calculer ainsi les crédits de carbone exigibles. Il en résultera une augmentation des revenus des agriculteurs.

La culture commerciale du bambou est susceptible de créer des milliers d'emplois puisqu'elle nécessite une importante main d'œuvre, le bambou devant être planté, entretenu et récolté à la main. Au Ghana, un récent projet d'exploitation a permis l'embauche de 1 500 personnes. En Chine, l'industrie du bambou emploie près de 8 millions de personnes, un chiffre qui devrait atteindre les 10 millions d'ici à 2020 selon l'INBAR.

Un plant de bambou parvient à maturité au bout de quatre à huit ans, selon les espèces ; toutefois, il peut être récolté telle une plante vivace, sans risque de déforestation, trois à cinq ans après avoir été planté. Sa durée de rendement est de plus de quarante ans. Une fois planté, le bambou conserve des racines dans le sol, produisant de nouvelles pousses chaque année, ce qui contribue à sécuriser et stabiliser les sols. « A la différence des forêts, où il faut faire attention à ne pas couper les arbres, le bambou repousse très vite une fois coupé. Plus vous le coupez, plus il pousse, » explique M. Friederich.

Un planteur mesurant la taille de tour d'une tige de bamboo à Madagascar. *INBAR/Lou Yiping*

Défis

Que le bambou ait de multiples usages et offre de multiples possibilités d'exploitation ne fait aucun doute. Mais alors pourquoi les pays africains l'ont-ils ignoré pendant si longtemps ? « Le principal problème est le manque d'informations», déclare Tesfaye Hunde, Chef du Bureau régional pour l'Afrique de l'est de l'INBAR à Addis-Abeba, à *Afrique Renouveau*. Le manque de financements et l'absence de politiques nationales et de programmes stratégiques pour développer la culture et l'emploi du bambou ralentissent aussi les avancées dans ce domaine.

Mieux informés, de plus en plus de pays se tournent vers la culture du bambou. «Son emploi est en train d'augmenter énormément», déclare M. Hunde. « Dans plus d'une trentaine de pays africains, il existe des régions où le bambou pousse naturellement. L'INBAR travaille avec d'autres organisations pour permettre un transfert technologique et la formation des agriculteurs dans les régions qui développent une chaîne de valeur du bambou - des agriculteurs aux marchés - ce qui nécessite aussi des politiques nationales, des technologies et des investissements».

Les gouvernements africains doivent aussi contribuer à développer les compétences des agriculteurs en matière de culture et d'entretien des bambous, fournir des semences et organiser des partenariats avec le secteur privé afin de transformer cette matière première et accroître sa valeur ajoutée.

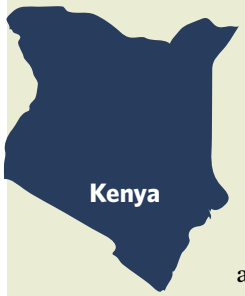
En dépit des possibilités commerciales qui s'offrent à elles, les personnes désireuses de vendre des produits en bambou peuvent se heurter à certains manques en matière de recherche, d'innovation et de marketing. Il faut en outre que les productions de bambous soient adaptées aux normes commerciales et forestières internationales. « Le secteur du bambou est prometteur mais pâtit de son image», estime Gary Quince, ambassadeur de l'Union européenne auprès de l'Union africaine. « Nombre d'agriculteurs considèrent le bambou comme une nuisance parce qu'il pousse vite alors que c'est là son véritable avantage.»

Au vu de ses caractéristiques, comme la croissance rapide, le bambou doit-il être considéré comme une plante envahissante ? Certains redoutent que le bambou remplace la végétation d'origine de certaines régions, modifie l'habitat des espèces animales et perturbe les chaînes alimentaires. Dans un communiqué, la Société américaine du bambou juge le pouvoir d'invasion du bambou faible mais reconnaît que certaines espèces peuvent se développer de façon agressive si elles ne sont pas entretenues correctement. D'autres organisations comme le Fonds mondial pour la nature (WWF), l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ) et l'Organisation néerlandaise de développement (SNV), de même que le PNUE, la FAO, le PNUD, le NEPAD et le Centre international pour la recherche en agroforesterie (CIRAF) ont manifesté leur intérêt pour le bambou, en particulier dans le cadre de la coopération Sud-Sud, selon M. Friederich. La Chine et les Pays-Bas ont déjà accepté de financer un projet commun de culture en Afrique. L'INBAR est actuellement en discussion avec la Commission européenne, le gouvernement canadien, le Fonds international de développement agricole (FIDA) et la City Foundation pour la mise en place de partenariats.

En Afrique, le bambou s'enracine

PAR **ZIPPORAH MUSAU**

Au Kenya : le trésor vert



On le surnomme la plante merveilleuse : de toutes les espèces boisées, le bambou est celle qui connaît la croissance la plus forte et la plus rapide au monde. Sa contribution au commerce mondial, où les pays asiatiques se taillent la part du lion, est estimée à quelque deux milliards de dollars des États-Unis par an. L'industrie du bambou va de la production de papier aux échafaudages en passant par les parquets de luxe et l'alimentation. Aujourd'hui, l'Afrique connaît elle aussi un essor de la culture du bambou.

Dans les pays africains qui le produisent, la recherche et le développement sur le bambou est généralement assurée par les secteurs forestiers et agricoles. Mais pour croître, il faut que ce secteur dispose de compétences dans des domaines spécialisés qui sont plutôt l'apanage du secteur privé : développement des micro-entreprises, production de bambou à petite échelle ou à l'échelle industrielle, élaboration de produits dérivés.

Au Kenya, l'industrie du bambou bénéficie d'une approche multipartite. Les échanges entre différents acteurs du secteur (ministères, ONG, instituts de recherche, universités ou autres) sont coordonnés par l'Institut kényan de recherche forestière (KEFRI, Kenya Forestry Research Institute).

L'un des acteurs les plus importants à s'être engagé dans le développement de la filière kényane du bambou est Green Pot Enterprises, une organisation créée en 2014 pour promouvoir la culture du bambou dans le pays et l'aider à maximiser les retours commerciaux de cette culture.

Green Pot a déjà aidé les agriculteurs à planter plus de 400 hectares de terrain à Narok, où 810 hectares supplémentaires devraient être plantés cette année. Le but est de dépasser les 1 600 hectares de surface plantée à la fin de l'année 2016.

Le plan de développement de cette organisation s'organise autour de deux axes principaux. Le premier axe consiste en une « communauté protégée de forêts », pour laquelle Green Pot achète d'importantes surfaces. Selon le site Internet de l'organisation, elle les divise ensuite en terrains de 4 et 0,8 hectares, qu'elle cède aux Kényans en échange d'un bail, pour « un loyer raisonnable ».

Chaque acheteur reçoit des actions (l'exploitation est gérée comme un tout même si elle appartient à plusieurs personnes) et un droit de sous-location sur 30 ans. L'entreprise plante et assure l'entretien des forêts et commercialise le bambou dès qu'il est exploitable.

Le deuxième axe du plan de développement s'articule autour d'un programme de type communautaire : pour chaque mètre carré de bambou planté dans les « communautés protégées», un mètre carré correspondant est planté par des membres de la communauté locale. Ce programme permet, selon Green Pot, de financer l'achat de nouveaux plants de bambou. « La demande mondiale de bambou est forte en raison des énormes avantages financiers et environnementaux liés à son exploitation, explique à *Afrique Renouveau* Caroline Kariuki, président directeur général de Green Pot. Le bambou crée de la richesse, nettoie les rivières, stoppe l'érosion des sols.

Pour le Kenya, Green Pot a sélectionné trois espèces de bambou : le moso, le bambou géant et le Dendrocalamus membranaceus. Ces espèces, plus viables économiquement que d'autres variétés, sont aussi particulièrement adaptées aux régions où elles seront implantées. « Lorsque nous avons engagé ce projet, notre plan stratégique a voulu s'assurer que le marché était en mesure d'accueillir la production de nos arboriculteurs. Les usines que nous construisons sont spécialisées dans trois domaines : la construction de matériaux tels que les parquets, panneaux en lattes et placages, les textiles issus du bambou et les produits énergétiques, qui vont de la production d'électricité aux briquettes combustibles à usage domestique», détaille Caroline Kariuki.

En Tanzanie, des nouveaux revenus pour 5 000 femmes en milieu rural

En tant que produit forestier, le bambou a pris de l'importance en Tanzanie ces vingt dernières années. Selon l'INBAR, le bambou est apprécié localement pour la confection d'objets artisanaux et de clôtures, mais aussi dans l'horticulture, pour la fabrication d'accessoires destinés aux plantations de bananes, fabrication de meubles et d'autres produits d'entreprises artisanales, comme la vannerie et les cure-dents.

Presque tous les produits issus du bambou et fabriqués dans le pays sont utilisés localement. L'installation de fermes de bambou devrait permettre d'assurer un approvisionnement durable à de nombreux secteurs, comme ceux de l'artisanat, de la construction ou de l'horticulture.

En partenariat avec le Fonds international de développement agricole, l'INBAR a aidé 100 pépinières de bambou et plusieurs micro-entreprises à s'installer.

En Ethiopie : le potentiel stratégique de la culture du bambou

Avec son million d'hectares de bambouseraies, l'Ethiopie est le premier producteur de bambou en Afrique. On y trouve deux variétés indigènes : Yushania alpina, plantée par les agriculteurs des régions montagneuses, et Oxytenanthera abyssinica, qui pousse à l'état naturel dans les plaines. Le pays alimente 67 % du marché africain.

Malgré la taille de ses bambouseraies naturelles, l'Éthiopie n'a que récemment commencé à exploiter cette ressource. Elle veut aujourd'hui s'engager fermement sur la voie des technologies du bambou et du transfert de savoir grâce à l'apport de l'INBAR, mais aussi d'un certain nombre d'experts chinois. « Le bambou est l'atout stratégique le plus important, et le plus décisif en termes de croissance, pour le reboisement des régions montagneuses et dégradées du pays», affirmait encore récemment le ministre éthiopien de l'Agriculture, Ato Sileshi Getahun.

En Éthiopie, le bambou est utilisé dans l'agriculture pour protéger les rigoles et pour la culture intercalaire des plantes. On s'en sert aussi pour protéger les cultures du soleil et du vent, ou encore sous forme de paillis pour lutter contre la sécheresse. Les Éthiopiens l'utilisent comme combustible, mais aussi pour leurs clôtures ou leurs meubles. ●

Au Ghana : une culture ignorée, devenue une manne

Le Ghana dispose actuellement de 400 000 hectares de bambou qui pousse plus ou moins naturellement dans l'ouest du pays. Certaines espèces exotiques ont été introduites, comme le bambou Beema d'Inde, à parois épaisses ou encore le très robuste Oxytenanthera abyssinica d'Éthiopie. Ces deux espèces sont particulièrement utiles pour produire de l'énergie à partir de la biomasse et s'adaptent mieux aux régions sèches.

Selon Michael Kwaku, le directeur du Réseau international sur le bambou et le rotin (INBAR, International Network for Bamboo and Rattan) pour le Ghana, 18 espèces de bambou d'Hawaï ont été introduites dans le pays en 2004 par le bureau ghanéen du Programme de développement du bambou et du rotin (BARADEP, Bamboo and Rattan Development Programme) dans le cadre d'un projet mis en place avec l'Opportunities Industrialization Centre, un centre de promotion industrielle . Le projet a aussi été étendu au Togo voisin.

BARADEP-Ghana a distribué les espèces à des institutions et organisations non gouvernementales (ONG), qui les ont disséminées tout en surveillant leur croissance et leur adaptation à l'environnement du Ghana. Le but de cette opération est d'identifier les plants les mieux adaptés pour les exploitants privés et commerciaux de plantations de bambou.

Les défis de la commercialisation

Les défis du développement commercial du bambou sont nombreux. Lenteur de l'état, manque de soutien à un secteur encore jeune, institutions financières

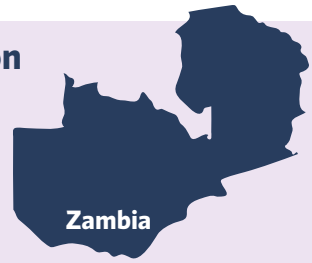
frileuses qui hésitent encore à accorder des facilités de crédits et des prêts font partie des problèmes à résoudre. Selon Michael Kwaku, la faiblesse structurelle des micro-entreprises complique aussi le soutien des acteurs du secteur. Il existe en outre un fossé technologique important et un manque crucial de compétences.

En Afrique de l'ouest, l'INBAR offre de l'aide par le biais d'une campagne de sensibilisation sur le potentiel économique du bambou et sur les partenariats avec les gouvernements. Huit pays d'Afrique de l'ouest et d'Afrique centrale ont mis en place des ateliers et organisé des voyages éducatifs en Chine pour acquérir une expérience directe de l'économie du bambou. « Le bambou constitue un avantage décisif pour le développement d'une économie verte, mais ce qui devrait susciter le plus d'intérêt dans la population, c'est la promesse de revenus pour les ménages », a récemment indiqué Nii Osha Mills, le ministre ghanéen des Terres et des Ressources naturelles, lors d'un événement organisé par l'INBAR. ●

En Zambie, le meilleur de l'innovation

En Zambie, une entreprise locale, Zambikes, produit des vélos en bambou, des remorques à vélos pour le transport des produits agricoles, ou encore des « Zambulances » tirées par des vélos, qui seront utilisées par les centres hospitaliers de la capitale, Lusaka.

Les potentialités encore non exploitées du bambou pour la réhabilitation des terres ou des forêts, le stockage du carbone ou l'approvisionnement de millions de



personnes dans les communautés rurales sont immenses.

Outre les possibilités pour le secteur manufacturier, le bambou peut fortement contribuer à la réduction des émissions de carbone. Rien qu'en Chine, le bambou devrait permettre le stockage de plus d'un million de tonnes de carbone à l'horizon 2050.

Le directeur général de l'INBAR estime cependant que les décideurs, planificateurs et responsables des plans nationaux de développement durable n'ont pas pris la mesure des bénéfices que cette ressource peut apporter à la société. « Bien utilisé, explique le Dr. Hans Friederich, le bambou peut aider un grand nombre de pays à faible ou moyen revenu à atteindre leurs objectifs de développement durable. » ●

Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon devant des responsables locaux à la Conférence de Paris sur le climat. ONU Photo/Eskinder Debebe

SAISIR L'OCCASION :

L'accord de Paris et l'Afrique

PAR **RICHARD MUNANG** AND **ROBERT MGENDI**

Les spécialistes africains du développement et des changements climatiques ne doutent pas que l'accord historique de Paris sur le changement climatique adopté unanimement en décembre dernier à Paris sera avantageux pour le continent. Lors du sommet de Paris, 195 pays ont convenu de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'améliorer l'adaptation de manière à maintenir l'augmentation de la température mondiale « bien en dessous de 2° C » et, de façon plus optimiste, de tenter de la limiter à 1,5 degré Celsius.

Pour l'Afrique, l'attrait de cet accord tient au fait qu'il a été convenu d'affecter des fonds aux efforts d'adaptation et d'atténuation du changement climatique des pays en développement. Les négociateurs africains avaient exhorté les pays riches à donner suite à la promesse des pays développés d'accroître le financement de la lutte contre le changement climatique de 100 milliards de dollars d'ici à 2020 pour les pays en développement, conformément à l'engagement pris à Cancún en 2012. Ils ont obtenu plus qu'il n'espéraient, parce que l'accord de Paris prévoit que l'engagement de 100 milliards de dollars sera révisé à la hausse à partir de 2025.

Toutefois, selon l'accord, s'il est vrai que les pays riches devront débourser davantage de fonds, les pays en développement sont aussi tenus d'apporter une contribution. Le deuxième rapport du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) sur l'écart de l'adaptation en Afrique indique que les pays africains devront mobiliser jusqu'à 3 milliards de dollars par an entre 2016 et 2020. Pour garantir la transparence, l'accord sur le climat impose la communication tous les deux an d'informations sur le financement prévu.

Avant la Conférence de Paris, 189 pays, y compris tous les pays africains, ont soumis un plan climat national, connu sous le nom de Contribution prévue déterminée au niveau national, qui indique ce qu'ils vont faire pour lutter contre le changement climatique, et ce qu'ils feront en plus si un financement leur est offert. A Paris, les pays ont convenu de soumettre tous les cinq ans des plans mis à jour qui détailleront les activités et les efforts menés pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Chaque plan devrait être plus ambitieux que le précédent.

Si l'on tient compte des émissions comparativement négligeables de l'Afrique au fil des ans, et du fait que les changements climatiques auront plus d'impacts sur l'Afrique que sur beaucoup d'autres continents, le plan de financement de l'adaptation prévu par l'accord de Paris et son mécanisme d'examen solide s'accompagnent de fortes déclarations d'intention. L'objectif pour les pays africains consiste à exploiter les possibilités existantes en matière d'adaptation et d'atténuation et ainsi de parvenir à un développement industriel durable avec des émissions minimales ou nulles.

On pourrait par exemple, en exploitant les vastes ressources énergétiques renouvelables du continent, comme l'énergie solaire et éolienne, combler le déficit énergétique, soutenir l'adaptation au changement climatique et ouvrir des possibilités de revenus en Afrique, selon l'*International Policy Digest*, une publication indépendante de politique étrangère. Le Digest conseille aux dirigeants africains de renforcer les chaînes de valeur agricoles par le biais d'approches de l'adaptation fondée sur les écosystèmes (EBA) y compris l'agroforesterie, l'irrigation et la conservation efficaces, dans le cadre desquelles le sol est exploité de telle manière que sa structure et sa biodiversité restent intacts.

Le rapport 2015 sur les progrès en Afrique (APP), publié par un groupe de 10 Africains distingués, dont l'ancien Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, préconise un développement durable en Afrique et renforce la nécessité de mettre l'accent sur les énergies renouvelables. Le rapport indique que la pauvreté énergétique de l'Afrique subsaharienne est élevée, plus de 60 % de la population n'ayant pas accès à l'électricité et 80% étant privés d' installations adéquates pour la cuisson de leurs aliments. Dans les zones rurales, où vivent 70 % des pauvres d'Afrique, l'accès au réseau d'électricité est estimé entre 1 % et 8 %. Pourtant, la population de ces régions paie 20 fois plus (soit 10 milliards de dollars par an selon les estimations) pour des sources d'éclairage insalubres, pour la plupart des lampes à pétrole, que les ménages riches raccordés au réseau dépensent pour l'éclairage, ce qui renforce encore la pauvreté.

En outre, l'Afrique dépense 50 milliards de dollars par an en subventions pétrolièrres, qui profitent essentiellement aux 40 % des ménages les plus riches. Si l'on tient compte du fait que 50 milliards de dollars correspondent à 5,7 % du PIB de l'Afrique, ce qui dépasse les dépenses de santé, la réorientation de ces fonds vers des initiatives à faible émission de carbone pourrait grandement contribuer à améliorer le niveau de vie et même favoriser la durabilité environnementale. Les investissements dans l'énergie propre comme l'énergie solaire et éolienne sont les plus économiques pour l'électrification des zones reculées, et ces investissements améliorent l'épargne des ménages et créent des emplois, soutient l'*International Policy Digest*.

En ce qui concerne l'énergie solaire, des représentants de gouvernements, d'entreprises et de la société civile ont annoncé de nombreuses initiatives et engagements nouveaux à Paris parmi lesquels figurent des plans visant à mobiliser jusqu'à 1 milliard de dollars par an pour les énergies propres, au profit d'investissements solaires à travers le monde entier, ce qui est une bonne nouvelle pour l'Afrique. En 2015, le secteur des énergies renouvelables a créé 7,7 millions d'emplois dans le monde, soit une augmentation de 18 % par rapport à 2014. Bien que sa part d'énergie renouvelable soit encore dérisoire, l'Afrique peut créer une industrie électrique prospère, et de surcroît, ajouter environ 2,5 millions d'emplois temporaires et permanents, selon le rapport de McKinsey, un Cabinet conseil mondial en matière de gestion.

L'exemple du Bangladesh est source d'inspiration : bien que le Bangladesh fasse partie des pays les moins avancés, le secteur des SSD y a créé plus de 115 000 emplois directs et 50 000 emplois indirects grâce à des investissements dans l'énergie solaire en zones rurales. Les gouvernements africains peuvent suivre l'exemple du Bangladesh en fournissant un soutien financier et technique au secteur des énergies renouvelables.

En outre, les ménages pauvres d'Afrique peuvent économiser jusqu'à 8 milliards de dollars par an grâce à l'accès à des options renouvelables telles que l'énergie solaire. En adoptant l'énergie propre, l'Afrique subsaharienne peut sortir entre 16 et 26 millions de personnes de la pauvreté, selon le rapport APP.

L'énergie propre est bénéfique pour l'environnement. D'ici à 2040, l'Afrique pourrait réaliser une réduction de 27 % des émissions de dioxyde de carbone, selon diverses projections. L'Accord de Paris offre un cadre stratégique, ainsi qu'un soutien technique et une aide à l'investissement, pour les efforts de réduction des émissions du continent.

Chaînes de valeur agricoles

Étant donné que l'accord sur le climat insiste sur la nécessité de restaurer pas moins de 127 millions d'hectares de terres dégradées en Afrique et en Amérique latine, principalement par le biais des écosystèmes agricoles, l'Afrique pourrait en retirer une augmentation de la productivité agricole qui ouvrirait la voie à la sécurité alimentaire, l'adaptation climatique et la création de revenus et d'emplois. L'agriculture emploie environ 64 % d'Africains, et offre des moyens de subsistance à 70 % des pauvres des zones rurales, selon le Fonds international de développement agricole.

Les approches de l'adaptation fondée sur les écosystèmes améliorent la productivité agricole et assurent la préservation des écosystèmes qui continuent de fournir de l'eau, de favoriser la formation des sols, préserver les insectes pollinisateurs, réguler l'hydrologie - et plus encore. L'application de ces techniques à l'agriculture peut accroître les rendements jusqu'à 128 %, améliorer la capacité des écosystèmes et l'adaptation aux changements climatiques, diminuer les risques d'échec des cultures liés au climat et accroître les revenus des agriculteurs.

Les experts estiment que si l'on fournit un financement abordable, un accès fiable et efficace aux marchés et à une énergie propre aux agriculteurs qui pratiquent l'adaptation écosystémique, il sera possible de parvenir à créer jusqu'à 17 millions d'emplois grâce à l'agro-industrialisation et de stimuler le secteur agricole africain, qui devrait représenter un milliard de dollars en 2030. La Banque mondiale déclare qu'une augmentation de 10 % des rendements des cultures se traduit par une réduction d'environ 7 % de la pauvreté en Afrique, et que la croissance agricole est au moins deux à quatre fois plus efficace pour réduire la pauvreté que des croissances comparables dans d'autres secteurs.

Mise en œuvre de l'Accord

Tout en se félicitant de l'Accord de Paris, les experts du développement de l'Afrique reconnaissent également que le bilan en matière de mise en œuvre n'a pas été brillant sur le continent. Toutefois, de l'avis général, l'Afrique semble déterminée à mettre en œuvre l'accord.

Richard Munang est expert en matière de changement climatique pour l'Afrique et expert en politique de développement. Robert Mgendi est expert en politique d'adaptation. Ils travaillent tous deux pour le PNUE.

Tirer profit du soleil

Le solaire au secours des besoins énergétiques de l'Afrique

La plus grande centrale solaire du monde, au Maroc, devrait fournir de l'électricité à plus de 1,1 million de personnes. *Banque mondiale/Dana Smillie*

BY **FRANCK KUWONU**

Diffa, région orientale du Niger au sud du désert du Ténéré — une vaste plaine de sable s'étendant au Niger et au Tchad dans le désert du Sahara — abrite les ruines d'un fort colonial centenaire. La zone qui l'entoure, une oasis du nom d'Agadem, est l'un des endroits les plus ensoleillés de la planète, juste après un secteur situé au milieu de l'océan Pacifique autour d'Hawaï et de l'île de Kiribati, selon la National Aeronautics and Space Administration (NASA).

Les données relevées entre 1983 et 2005 par la NASA ont révélé qu'Agadem connaît un ensoleillement moyen torride de 6,78 kilowattheures par mètre carré et par jour, soit une énergie suffisante pour fournir à un foyer américain moyen son eau chaude quotidienne.

Le Niger, et par extension le désert du Sahara, s'apparente à un panneau solaire géant. Les experts voient en cette découverte une manne énergétique pour la région. Exploiter l'énergie solaire à grande échelle, notamment à l'aide d'installations de panneaux photovoltaïques, pourrait contribuer à alimenter une grande partie de l'Afrique.

Toutefois, à l'exception de la centrale solaire Noor dans la province de Ouarzazate au Maroc, aucun autre projet de grande envergure n'a été lancé pour exploiter l'énorme potentiel énergétique du Sahara. Dans une certaine mesure, le cas nigérien illustre bien le paradoxe d'un continent où le soleil est relativement peu exploité alors que ses rayons abondent.

L'Afrique compte 7 des 10 pays les plus ensoleillés au monde : le Tchad, l'Égypte, le Kenya, Madagascar, le Niger, l'Afrique du Sud et le Soudan. Quelques projets d'énergie solaire ont vu le jour ces dernières années ailleurs sur le continent, et l'intérêt pour la conception de nouveaux projets n'a cessé de croître. Le développement de l'énergie solaire en Afrique reste toutefois modeste.

Désespérément à court d'électricité

Selon IHS Technology, une société américaine d'études de marché dans le secteur économique et énergétique, la capacité de production totale d'énergie solaire de l'Afrique, estimée à 312 mégawatts en 2013, est passée à 1 315 mégawatts en 2015, et devrait atteindre 3 380 mégawatts d'ici à 2017. Elle décuplera donc sur une période de quatre ans.

« Le grand saut a eu lieu en 2014 », a confié à *Afrique Renouveau* Josefin Berg, analyste principale en matière d'énergie solaire pour IHS Technology. « Une capacité supplémentaire de 900 mégawatts a été ajoutée au cours de cette seule année. »

Les pénuries d'électricité restent monnaie courante partout en Afrique, surtout dans les principaux centres urbains, tandis que de vastes zones rurales en sont tout simplement dépourvues.

« L'Afrique subsaharienne souffre d'une grave pénurie d'électricité », a signalé en juin 2015 le *Rapport 2015 sur les progrès en Afrique*, une publication annuelle de l'Africa Progress Panel, présidé par l'ancien Secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan. Et d'ajouter : « La capacité de production énergétique des réseaux électriques de la région se limite à 90 gigawatts (GW), dont la moitié est concentrée dans la seule Afrique du Sud », soit une capacité inférieure à celle de la Corée du Sud, dont la population représente seulement 5 % de celle de l'Afrique subsaharienne.

En Afrique subsaharienne, seuls quelques pays, comme le Togo, fournissent de l'électricité sans interruption tout au long de l'année. En conséquence, la région perd 2 à 4 % de son produit intérieur brut annuel. Et si l'Afrique du Sud bénéficie de la moitié de l'électricité subsaharienne, ses habitants n'ont pas échappé aux délestages. Les pannes de courant nuisent à la productivité économique. Cette situation devrait durer jusqu'en 2017, et la Banque centrale de l'Afrique du Sud prévoit une baisse de 0,6 % de la croissance économique en 2015 et 2016.

Les sécheresses qui affectent les barrages hydroélectriques, la hausse du prix du carburant qui se traduit par une augmentation du coût d'exploitation des générateurs thermiques, l'entretien insuffisant des infrastructures existantes et le manque d'investissements figurent parmi les causes du mauvais état du secteur énergétique africain.

Exploitation du potentiel

Plus que les autres pays, l'Afrique du Sud se tourne vers l'énergie solaire pour répondre à sa crise énergétique. La puissance installée devrait atteindre 8 400 mégawatts d'énergie solaire d'ici à 2030, plus 8 400 mégawatts d'énergie éolienne. Plusieurs installations photovoltaïques

solaires ont été commandées, notamment le projet de centrale solaire de Jasper de 96 mégawatts, l'une des plus grandes centrales électriques photovoltaïques d'Afrique, qui vise à alimenter 30 000 foyers en énergie solaire. Le pays a accru ses capacités de production ces deux dernières années pour représenter environ 90 % de la croissance de la capacité solaire continentale, de 312 mégawatts en 2013 à 1 315 mégawatts en 2015.

Le Maroc met actuellement en œuvre l'un des plus grands projets d'énergie solaire au monde, dont la première phase a été lancée en février 2016. Parallèlement, le pays a entrepris la deuxième phase du projet qui, une fois terminé en 2018, devrait fournir de l'électricité à 1,1 million de personnes et couvrir 14 % des besoins énergétiques du pays d'ici à 2020.

Avec son projet Nzema, le Ghana était censé être le fer de lance de la révolution solaire dans la région. Un parc solaire ambitieux à environ 270 km de la capitale Accra, qui devait être mis en service en 2015 et produire 155 mégawatts — de quoi alimenter 100 000 foyers. Il a été conçu pour être connecté au réseau national et pour renforcer les exportations d'énergie du Ghana vers les pays limitrophes. Ses promoteurs affirmaient qu'il allait changer la donne en Afrique. Toutefois, quatre ans après l'annonce du projet, Nzema ne s'est toujours pas concrétisé. Selon certains rapports, la construction du parc débutera bientôt, avec pour date éventuelle d'achèvement 2017. La plupart des projets d'énergie solaire du continent continuent à souffrir de retards. En Afrique de l'Ouest, il faut compter cinq à six ans en moyenne pour terminer un projet d'énergie solaire, a confié à *Afrique Renouveau* Doug Coleman, le directeur du projet de parc solaire Nzema. En revanche, en Afrique du Sud, le délai moyen est de 9 à 24 mois. Selon Mme Berg d'IHS Technology et M. Coleman, cette différence s'explique par le degré de développement et de maturité du marché sud-africain. « Ailleurs, les politiques et réglementations sont encore en cours d'élaboration », a déclaré M. Coleman.

Selon la Banque mondiale, la fragmentation du marché, les coûts de transaction élevés, les risques perçus et le coût du capital figurent parmi les obstacles qui dissuadent les investisseurs privés.

Au début de l'année dernière, la Banque mondiale a lancé l'initiative Scaling Solar, afin de diminuer « le temps de développement et les incertitudes que doivent affronter les soumissionnaires et les investisseurs, tout en réduisant les tarifs des services publics ». Ce programme, géré par la Société financière internationale, une filiale de la Banque, offrira une expertise en matière d'appels d'offres et de financement et aidera à rendre opérationnels en moins de deux ans des projets à financement privé. À mesure que le prix des panneaux photovoltaïques continuera de baisser sur le marché international et que les projets d'énergie solaire commenceront à générer des bénéfices, les nouveaux marchés d'énergies renouvelables attireront davantage les investisseurs privés, indique la Banque.

En août, le Conseil sud-africain de la recherche scientifique et industrielle (CSIR) estimait que le pays a économisé l'équivalent de 584 millions de dollars — soit dix fois plus que l'an dernier — grâce à l'énergie solaire et éolienne produite au cours du premier semestre 2015. Le CSIR s'attend à réaliser davantage d'économies lors de la mise en service d'autres projets.

Heureusement, alors que les perspectives solaires de l'Afrique continuent de s'améliorer, plusieurs sociétés ont manifesté leur intérêt pour le développement de solutions. En août dernier, SkyPower, une société d'énergie solaire américaine, a conclu un accord avec le Kenya pour construire une usine d'un gigawatt au cours des cinq prochaines années.

« Ces grandes annonces sont très fréquentes », indique Mme Berg d'IHS Technology, cependant, elles tardent à se concrétiser, si jamais elles se concrétisent.

Alors que d'autres pays d'Afrique subsaharienne se lancent sur la voie de l'énergie solaire, l'initiative de la Banque mondiale et l'expérience sud-africaine montrent que les énergies renouvelables, malgré les difficultés actuelles, pourraient avoir un bel avenir sur le continent.

La percée de l'énergie solaire en Afrique

PAR **ERNEST HARSCH**

On trouve de tout dans les échoppes le long de la route principale entre Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso, et le nord-ouest du pays : maroquinerie, meubles en bois, seaux en plastique coloré, poulet grillé, pièces détachées pour motocyclettes et même, depuis peu, des panneaux solaires.

Comme en témoignent les chantiers de logements sociaux alentour, Bassinko, région en plein essor, attire une part croissante de la population. Mais l'approvisionnement en électricité reste aléatoire et les fréquentes pannes expliquent la hausse de la demande en sources d'énergie alternatives. Pour les fournisseurs de panneaux solaires, les affaires sont bonnes tandis que de nombreuses entreprises d'installation et de maintenance domestique et commerciale ont récemment vu le jour.

Dans toute l'Afrique, les experts en développement soulignent depuis longtemps les avantages que l'on pourrait tirer de l'énergie solaire.

Au Burkina Faso, le Premier ministre Paul Kaba Thiéba explique que le gouvernement a décidé de concentrer plus spécifiquement ses efforts sur l'énergie solaire, dans le cadre d'un plan de transition « vers des énergies propres et renouvelables ».

En plus des centrales solaires dont il favorise la construction et des coups de pouce qu'il offre aux entreprises qui installent des panneaux solaires, le gouvernement travaille avec les banques et les institutions financières pour développer de nouvelles lignes de crédit qui permettront l'achat d'installations solaires.

Makhtar Diop, le vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique, dont les institutions offrent une aide au financement des efforts du Burkina Faso dans ce domaine, est lui-même convaincu d'une chose : le pays aura un jour les capacités de produire des « dizaines de mégawatts» d'électricité solaire.

Le renouveau burkinabé

Un nouveau programme de changements démocratiques et économiques

PAR **ERNEST HARSCH**

« Le Burkina est fier », clament les affiches apposées sur les grandes artères de Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso. Lorsqu'elles ont été dressées en décembre 2015 pour célébrer le nouveau gouvernement, beaucoup de citoyens n'étaient pas seulement fiers mais aussi optimistes à l'idée qu'ils allaient enfin construire le « Burkina Faso nouveau » dont ils rêvaient depuis si longtemps.

Le pays a connu de grands changements. Un régime autoritaire en place depuis plus d'un quart de siècle a finalement été chassé du pouvoir en octobre 2014, suite à ce que les Burkinabé appellent « l'insurrection populaire ».

Les ruines noircies de l'ancien bâtiment de l'Assemblée nationale sont encore debout au centre-ville et rappellent la virulence de cette colère populaire qui a forcé le président d'alors, Blaise Compaoré, à se réfugier dans le pays voisin, la Côte d'Ivoire. L'année de transition qui a suivi a été émaillée de réformes mais aussi d'erreurs. Elle a surtout été marquée, en septembre, par une tentative avortée de coup d'État, orchestrée par la célèbre garde présidentielle de Blaise Compaoré.

Les élections, qui se sont finalement tenues en novembre 2015, ont donc été accueillies avec soulagement. Les observateurs ont relevé que ces élections étaient sans doute les plus démocratiques et les plus ouvertes de l'histoire du pays. Elles ont aussi permis d'élire le nouveau président, Roch Marc Christian Kaboré, devenu le premier dirigeant civil du pays depuis presque 50 ans. En écoutant ses promesses, où s'exprimait sa volonté de combattre la corruption, son engagement à poursuivre les réformes démocratiques et à s'attaquer à la pauvreté et la faim, nombreux sont ceux qui ont pensé que la situation allait enfin commencer à s'améliorer.

Bâtiment en chantier, Ougadougou. *Ernest Harsch*

Mais le 15 janvier dernier, une attaque de combattants ralliés à Al-Qaida au Maghreb islamique a pris tout le monde de court. Les hommes avaient infiltré la capitale en passant par la frontière nord du Burkina Faso. Plus de 30 personnes, étrangers et Burkinabè, ont été massacrées au cœur même de la ville. Cette attaque était de loin le pire acte de terrorisme jamais enregistré dans le pays. Même une fois le choc passé, l'humeur est restée sombre. La population n'avait pas perdu espoir, mais les Burkinabè comprenaient soudain que le chemin qui leur restait à parcourir serait tortueux.

Recherche d'un équilibre

Fin décembre, quand le président Kaboré a été investi dans ses fonctions, la population plaçait ses espoirs dans des changements concrets : la baisse du coût de la vie, l'amélioration de la scolarisation et des services de santé, la création d'emplois, des poursuites contre les auteurs d'actes de corruption, une plus grande justice sociale et politique. Les premiers discours du président étaient centrés sur les moyens qu'il mettrait en œuvre pour répondre à ces attentes.

Mais avant même que les membres de son cabinet aient prêté serment, l'attaque terroriste du 15 janvier a fait de la sécurité la priorité du gouvernement et des citoyens ordinaires. Pourtant, renforcer la sécurité ne signifiait pas que les autres objectifs que s'était fixés le gouvernement devaient être minimisés ou remis à plus tard.

Dans un entretien à la télévision française, le président Kaboré avait identifié la voie à suivre. «Si nous ne faisons pas en sorte qu'il y ait le développement, de l'espoir, du travail pour les jeunes, le terreau sur lequel travaillent les terroristes — sur la pauvreté et sur la misère —

sera maintenu.... Donc il est important que tout en travaillant à la lutte pour la sécurité nous devons travailler pour le développement de notre pays.»

Les efforts de développement se poursuivent, comme le président l'avait promis et la sécurité a été renforcée. Des réformes sont en cours pour restructurer les forces armées après la dissolution du régiment de la garde présidentielle qui a tenté de s'emparer du pouvoir en septembre dernier.

Lors d'une visite au début du mois de mars, le Secrétaire général de l'ONU, a assuré les Burkinabé de l'engagement ferme des Nations Unies à leurs côtés.

Une population en difficulté

En attendant, les besoins économiques et sociaux de la population restent énormes. Selon des chiffres récents de l'Institut national de la statistique, un peu plus de 40 % des Burkinabè vivaient dans la pauvreté en 2014 et ce taux atteignait 70 % dans la région aride du nord du pays. Un chiffre en baisse si on le compare aux 46,7 % enregistrés 5 ans auparavant à l'échelle nationale, mais qui place néanmoins le pays parmi les plus pauvres du continent.

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU estime à 660 000 le nombre de Burkinabè qui cette année auront besoin d'aide alimentaire et à un demi-million le nombre d'enfants qui continueront à souffrir de malnutrition aiguë. Même si le gouvernement anticipe une récolte de céréales meilleure que l'année dernière, il sait aussi qu'un tiers des 45 provinces du Burkina Faso seront déficitaires. Les autorités ont budgétisé 52 millions de dollars des États-Unis pour nourrir les plus démunis.

Dans un discours de politique générale prononcé le 5 février dernier devant le Parlement, le Premier ministre Paul Kaba Thiéba a appelé à la mise en place d'un «nouveau contrat social» avec la population. Outre l'amélioration de la sécurité, ce contrat doit aussi inclure la lutte implacable contre la corruption, des mesures pour stimuler la croissance économique et l'investissement, l'introduction d'une assurance maladie universelle et la construction de centaines de nouvelles cliniques de soins de santé primaire, d'écoles secondaires et de centres de formation pour les enseignants.

Le gouvernement devrait aussi mettre en œuvre le nouveau code minier, adopté l'année dernière à la demande de la Banque mondiale en échange d'une enveloppe de 100 millions de dollars des États-Unis. Ce nouveau code met fin à l'exemption fiscale de 10 % sur les bénéfices des entreprises minières et oblige ces dernières à contribuer à un fonds de développement local.

Dans un pays essentiellement connu il y a dix ans pour ses exportations de coton et de bétail, l'exploitation des mines d'or est désormais le premier secteur du pays. Il a produit plus de 36 tonnes de minerai en 2014 et les ventes à l'étranger atteignent désormais 1,6 milliard de dollars américains. Les dispositions favorables au secteur minier mises en œuvre par le précédent gouvernement ont pourtant généré plusieurs problèmes graves, qu'il s'agisse de la contamination de l'eau ou des conflits sociaux persistants qui agitent les sites miniers. Le nouveau code doit renforcer les normes environnementales, générer des revenus plus importants pour l'État et obliger les compagnies minières à investir plus largement dans la santé, l'éducation et autres installations communautaires au niveau local.

Garder un œil sur les gouvernants

Le départ forcé de l'ancien président et le succès des élections de novembre ont renforcé les attentes de la population vis-à-vis des nouvelles autorités. Les Burkinabé attendent de leurs dirigeants une conduite à la fois intègre et transparente, mais aussi une poursuite du soutien aux réformes démocratiques. De nombreux activistes ont néanmoins conscience que le Président Kaboré et plusieurs de ses proches collaborateurs ont longtemps servi dans l'ancien gouvernement avant de rejoindre le mouvement pour la démocratie.

La place des martyrs. *Ernest Harsch*

Tout en reconnaissant l'honnêteté des intentions des autorités qui promettent de gouverner différemment, nombreux sont ceux qui restent prudents et vigilants. Les droits des femmes sont l'un des aspects qui feront l'objet d'une attention particulière. Si l'égalité des sexes est protégée par la constitution et les lois du Burkina Faso, dans la pratique, selon Amnesty International, les mutilations génitales, les mariages précoces et forcés et les violences domestiques sont monnaie courante pour les femmes burkinabè et les décisions relatives à la grossesse et au mariage sont souvent prises par les hommes. Il en résulte que 17 % seulement des femmes du Burkina Faso utilisent un contraceptif et que plus de 2 000 d'entre elles meurent en couches chaque année.

Bien que les femmes aient été plus nombreuses à voter en novembre, seules 12 femmes siègent parmi les 127 députés à l'Assemblée nationale, alors qu'elles étaient deux fois plus nombreuses lors de la précédente législature, en 2012. Les partis politiques remplissent généralement leur quota officiel de 30 % de candidates, mais ils ont tendance à placer les femmes dans le bas des listes, si bien que peu d'entre elles sont finalement élues.

Pour contrebalancer en partie cette inégalité au Parlement, le Premier ministre Thiéba a nommé sept femmes dans son cabinet de 29 membres, dont la ministre des Finances Rosine Coulibaly, une ancienne Représentante résidente du Programme des Nations Unies pour le développement au Bénin. Le président Kaboré a promis que dans les régions où le gouvernement valorisera de nouvelles terres agricoles, 25 % à 35 % des terrains seraient attribués à des femmes.

Marie Madeleine Somda, une activiste qui a participé l'année dernière au gouvernement transitoire, se dit déçue mais aussi optimiste pour l'avenir.

Le terrorisme éclipse les conflits internes

Les pays africains tentent de trouver des solutions

PAR **LANSANA GBERIE**

Contrôle de sécurité à l'entrée d'un hôtel de Yaoundé au Cameroun. *Panapress/Jean-Pierre Kepseu*

Le terrorisme est-il en train de devenir le principal type de conflit en Afrique ? Avec la récente recrudescence des attaques terroristes sur le continent, c'est une question que beaucoup se posent. Depuis janvier, une douzaine de pays africains, notamment le Burkina Faso, le Cameroun, la Libye, le Mali, le Nigéria, la Côte d'ivoire et la Somalie, ont subi des attaques terroristes qui ont fait des milliers de victimes parmi la population civile.

Les attentats du début de l'année au Burkina Faso, lors desquels 30 personnes ont été tuées, révèlent un nouveau mode opératoire des assaillants. Apparemment dépourvus d'une base ou d'un réseau de soutien au niveau local de même que d'objectifs stratégiques clairs, ils sont venus d'ailleurs et ont visé des sites touristiques sans liens connus avec le gouvernement ou l'armée.

Les groupes responsables de ces attaques sont embryonnaires : leur seule caractéristique déterminable est qu'ils affichent des tendances à l'islamisme radical. Ils ne respectent ni les frontières politiques, ni les frontières géographiques ; et sauf peut-être en ce qui concerne les milices chabab en Somalie, ils n'expriment pas de buts politiques clairs pour le pays. De quelle origine sociale provient ce militantisme meurtrier ? Et que fait l'Afrique pour le combattre ?

La principale menace sécuritaire

Dans les années 90, les attaques terroristes en Afrique étaient plus ou moins épisodiques, essentiellement liées à des contextes nationaux relativement bien définis (en Algérie, au Libéria, en Sierra Leone et en Ouganda par exemple). Mais aujourd'hui, l'apparition de groupes tels que Boko Haram au Nigéria (avec ses ramifications régionales) et la propagation des attaques des Chabab somaliens au Kenya et en Ouganda font du terrorisme une menace sécuritaire de première importance pour l'Afrique.

Selon des recherches menées par l'expert en analyse sécuritaire Jakkie Cilliers, directeur de l'Institut des études de sécurité, près de 37% des 39 286 décès causés par des violences en Afrique au cours de l'année 2014 se sont produits au Nigéria, en raison principalement des attaques de Boko Haram. Le pourcentage de personnes tuées lors d'attaques chabab en Somalie est presque aussi élevé.

En 2014 par exemple, Boko Haram a tué 6 664 personnes – pour la plupart des civils – au Nigéria, au Cameroun et au Tchad, sans compter les enlèvements de centaines de personnes comme ceux des 250 lycéennes de Chibok il y a un peu plus d'un an. C'est plus que les 6 073 morts causées par l'Etat islamique en Irak et en Syrie (EIIS).

Au total, Boko Haram a tué plus de 15 000 personnes et forcé plus de 2,1 millions de Nigérians à partir de chez eux depuis son apparition il y a quelques années. L'étude de M. Cilliers montre qu'en raison des activités terroristes, le nombre d'affrontements armés en Afrique est passé de 40% du total mondial en 2013 à 52% en 2014.

Ceci en dépit du fait que l'Afrique compte à peine 16% de la population mondiale.

Plusieurs groupes terroristes affiliés à Al-Qaeda ou sous son influence sévissent sur le continent. Ils opèrent au sein de la vaste région du Sahel, en Libye, en Tunisie et en Algérie ainsi qu'au Nigéria, au Cameroun, au Tchad, en Somalie, au Mali et au Kenya.

Les attaques meurtrières contre l'Hôtel Radisson Blu dans la capitale malienne Bamako le 20 novembre 2015, qui ont fait 22 morts y compris deux des assaillants, et l'attaque étrangement similaire contre l'Hôtel Splendid de Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso, le 15 janvier 2016, qui en a fait 30, ont été revendiquées par Al-Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI).

La riposte des armées

Le Nigéria a dépensé des milliards de dollars et mobilisé des dizaines de milliers de soldats pour lutter contre Boko Haram, tout comme l'ont fait d'autres pays africains en s'appuyant sur une aide étrangère conséquente. Ces efforts ont émoussé le pouvoir des groupes terroristes. Depuis l'élection du Président Muhammadu Buhari au Nigéria en mars 2015, Boko Haram semble avoir été chassé de larges pans du territoire qu'il occupait auparavant – mais ses membres demeurent actifs au Nigéria et dans les pays limitrophes.

En Afrique de l'Est, les puissantes armées éthiopienne, kényane et ougandaise doivent affronter les Chabab en Somalie et au Kenya. La présence de troupes régionales opérant dans le cadre de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) a empêché les Chabab de prendre le contrôle du pays. A l'exception de l'attentat à la bombe raté contre le vol de la compagnie Daallo Airlines au départ de Mogadiscio en début d'année, le groupe n'a pas pu mener récemment de vraies attaques contre les pays voisins de la Somalie.

Qui sont les terroristes ?

Au sein de l'Union africaine, la définition d'un groupe terroriste continue à faire l'objet de vifs débats. Les pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique de l'Est qui sont directement touchés par de telles attaques ont plus facilement tendance à qualifier de terroristes les groupes de militants. Les pays d'Afrique australe, dont les luttes pour se libérer de la domination blanche ont été à l'époque qualifiées de terroristes, se montrent plus méfiants vis à vis du terme. Après tout, avancent-ils, même Nelson Mandela fut un jour considéré par les principales puissances occidentales comme un terroriste. Par conséquent, l'Union africaine a adopté une définition relativement alambiquée du terrorisme dans laquelle elle se contente d'y faire allusion. Les luttes armées menées par les peuples en conformité avec « les principes du droit international, pour la libération ou leur auto-détermination, y compris la lutte armée contre le colonialisme, l'occupation, l'agression et la domination par des forces étrangères», ne sont pas considérées comme des actes terroristes établit-elle. La difficulté consiste dès lors à déterminer les causes, les facteurs et le déroulement de chaque action violente ou de chaque manifestation extrêmiste.

Certains actes de terrorisme sont dus, d'après certains experts, à des problèmes qui n'ont pas été résolus à l'échelle locale. Si une majorité d'attaques sont jugées terroristes, leurs auteurs sont-ils par conséquent des groupes terroristes en vertu de la définition opaque donnée par l'Union africaine ? Ces experts estiment qu'il pourrait être plus judicieux d'identifier le contexte social particulier dont est issu chaque groupe – ce dont il se nourrit et ce qui fait qu'il persévère en dépit des puissantes forces engagées contre lui.

Boko Haram était au départ un mouvement de rébellion local dans le nord du Nigéria et il le resta pendant de nombreuses années. Il a été nourri par un ressentiment largement partagé au sein de la population à l'encontre des retards économiques et sociaux dont pâtit la moitié nord du Nigéria et de la négligence du gouverment vis-à-vis de cette région très pauvre. L'élection de M. Buhari, originaire du nord, a affaibli l'attrait du groupe, ce qui explique en partie son recul territorial.

Contre-attaques

La réorganisation récente de la Force multinationale mixte (FMM) décidée par le Nigéria, le Cameroun, le Niger, le Tchad et le Bénin pour lutter plus efficacement contre Boko Haram a suscité d'immenses espoirs en Afrique de l'Ouest. La Force a été créée en 1994 par le gouvernement du Nigéria pour « mettre en échec le banditisme et faciliter la libre circulation» le long de sa frontière nord. Mais en janvier 2015, la force a connu un premier recul lorsque les combattants de Boko Haram ont pris d'assaut son quartier général à Baga au Nigéria, après quoi celui-ci a été transféré à N'Djamena au Tchad, et le nombre de ses troupes augmenté.

Sous l'égide de la Commission du bassin du lac Tchad, un nouveau concept d'opération a été récemment adopté. En octobre 2015, les États-Unis ont déployé 300 membres des Forces spéciales au Cameroun en appui à la FMM afin d'aider à la surveillance de Boko Haram. Selon certaines informations il se pourrait que le président Barack Obama envisage d'accroître les activités anti-insurrectionnelles contre l'Etat islamique en Libye.

Pour sa part, le Conseil de sécurité de l'ONU a renouvelé son soutien à l'AMISOM ainsi qu'à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) – toutes deux chargées de combattre les activités des groupes armés. Les attaques de ces groupes, y compris contre les casques bleus, n'ont pas cessé dans les deux pays.

La résolution 2232 du Conseil de sécurité, adoptée en juillet 2015, demande à l'Union africaine de procéder à « une reconfiguration structurée et ciblée de l'AMISOM afin d'accroître son efficacité, en particulier en renforçant ses structures de commandement et de contrôle, et en améliorant les opérations intersectorielles.»

En dépit de tout ceci, le rapport publié par l'ONU le 12 novembre 2015 sur la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel dresse un triste bilan de la situation, indiquant que « les groupes terroristes ont multiplié les attaques asymétriques dans le nord et étendu leur champ d'action vers le sud en menant des assauts dans le centre du pays, y compris à Bamako, et à la frontière avec le Burkina Faso et la Mauritanie, ainsi que dans le sud de la région frontalière de la Côte d'Ivoire.» En dépit d'un accroissement des activités terroristes, nombreux sont ceux qui estiment que l'Afrique doit se réjouir de la fin de plusieurs guerres importantes – en Angola, en Côte d'Ivoire, au Libéria et en Sierra Leone. Les efforts déployés, avec l'appui international, par les gouvernements africains et leur armée pour mettre en échec le terrorisme ne doivent pas faire perdre de vue l'importance d'avoir mis fin à de nombreuses guerres.

Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous (centre) visite le camp du contingent néerlandais de la MINUSMA. ONU Photo/Marco Dormino

Hervé Ladsous est le Secrétaire général adjoint des Nations Unies pour les opérations de maintien de la paix. Il y a deux ans, il a supervisé le premier déploiement d'engins sans pilote, aussi connus sous le nom de drones, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). **Masimba Tafirenyika** s'est entretenu avec lui pour le compte d'*Afrique Renouveau* et l'a interrogé sur l'utilisation par les Nations Unies de drones dans le cadre d'opérations de maintien de la paix. Ce qui suit est un extrait de leur entretien.

INTERVIEW

Les drones protègent les civils

— Hervé Ladsous

Afrique Renouveau : J'aimerais d'abord connaître votre point de vue sur le récent rapport sur les opérations de maintien de la paix, qui recommande notamment l'utilisation d'équipements de haute technologie, parmi lesquels des engins sans pilote ou drones, dans le cadre des missions de maintien de la paix.

Hervé Ladsous : Ce rapport s'inspire de plusieurs initiatives lancées il y a plus d'un an. À l'époque, j'avais demandé à un groupe d'experts de se pencher sur le recours à l'innovation technologique dans le cadre des opérations de maintien de la paix. Ces experts ont fait plusieurs recommandations, dont un grand nombre ont déjà été mises en œuvre. Comme vous l'avez noté, les engins sans pilote sont la partie la plus visible de cet éventail de propositions. Je tiens à préciser que les engins que nous utilisons ne sont pas armés. Nous les utilisons uniquement à des fins de surveillance. Ils sont aujourd'hui d'usage relativement courant. Nous avons commencé à nous en servir il y a un peu plus de deux ans en RDC. Aujourd'hui, nous déployons des drones de surveillance de tous types, dans des objectifs aussi bien tactiques que stratégiques. Nous les avons ainsi déployés au Mali et en Centrafrique. J'aimerais aussi en déployer au Sud-Soudan, car ils sont pour nous un moyen d'améliorer nos performances. Les engins sans pilote permettent de mieux protéger les populations civiles, car ils permettent d'obtenir des images en temps réel des situations sur le terrain. Ils permettent d'agir plus rapidement et de manière plus décisive. Ils permettent aussi d'améliorer la sécurité de notre personnel en lui donnant la possibilité de prévoir les attaques ou les embuscades qui sont sur le point d'être commises. Cela donne les moyens de se préparer et parfois même de sauver des vies. Par exemple, il y a un an et demi en RDC, nous avons fait voler un de nos appareils au-dessus du lac Kivu jusqu'à l'aéroport de Goma. Depuis son abri, le pilote a vu sur son écran un bateau qui venait de chavirer. Cela nous a permis d'envoyer des secours et de sauver 16 personnes de la noyade. Il est certain que nous avons eu de la chance, mais cela démontre la polyvalence des engins sans pilote et leur utilité dans le cadre des opérations de maintien de la paix.

Cela fait deux ans à peu près que les engins sans pilote ont été déployés dans l'est de la RDC. En quoi ce déploiement a-t-il changé la donne pour ce qui est de la lutte contre les forces antigouvernementales ?

Nous avons amélioré notre vision du terrain. Nous voyons les groupes qui sont aux aguets. Sur les photos que j'ai pu voir et qui ont été prises par les drones, il arrive même qu'on reconnaisse les visages. Nous pouvons désormais savoir ce qui se passe sur le terrain et minimiser les risques ou intervenir de manière préventive. Nous disposons de beaucoup de moyens dans l'est de la RDC : nous avons des hélicoptères d'attaque, de l'artillerie, un mandat solide. Le but est de mettre fin aux dégâts incroyables dont se sont rendus responsables depuis des années les groupes armés qui ont provoqué la fuite de millions de personnes et en ont fait des réfugiés ou des personnes déplacées, qui ont violé des centaines de milliers de femmes, ont enrôlé des dizaines de milliers d'enfants et pillé les ressources des provinces du Kivu. Il fallait y mettre fin. C'est pourquoi

le Conseil de sécurité nous a donné un mandat pour neutraliser ces groupes armés. C'est ce que nous tentons de faire, mais la tâche est difficile.

En dehors des engins sans pilote, quel autre matériel de haute technologie utilisez-vous ?

Je dirais que nous nous servons beaucoup des données que nous collectons: nous l'avons fait juste à temps pour le processus électoral en Centrafrique et pendant la visite du pape dans ce pays. Pour la première fois dans le cadre d'une de nos missions, nous avons été en mesure de déployer à Bangui, la capitale, un système qui utilise des ballons captifs transportant toute une série de détecteurs et de caméras infrarouges et d'autres équipements qui ont permis de surveiller la ville. Nous avions les moyens de voir en temps réel si une manifestation s'amorçait quelque part ou si des groupes hostiles se rassemblaient, et d'agir rapidement si nécessaire. Dans le nord du Mali où nous nous trouvons actuellement, nous sommes en train de déployer des radars de contre-batterie qui nous permettront de répondre aux attaques des terroristes ou des djihadistes qui bombardent régulièrement nos camps à coups de mortier et de roquettes. Ils ont encore récemment tué trois des nôtres. Les radars de contre-batterie nous permettent de répliquer sans attendre. La technologie nous permet beaucoup de choses et le Secrétaire-général [de l'ONU] y croit beaucoup. Elle nous permet aussi, entre autres, de réduire l'empreinte carbone des opérations de maintien de la paix, d'être plus respectueux de l'environnement et de réduire notre consommation de carburant.

On a pu constater des hésitations de la part de certains États Membres s'agissant de l'utilisation d' équipements de haute technologie dans le cadre des missions de maintien de la paix, ceux-ci craignant notamment qu'on les utilise pour collecter autre chose que du renseignement. Qu'avez-vous fait pour apaiser ces craintes ?

Tout d'abord, je dirais que les craintes qui s'expriment aujourd'hui sont moindres que celles qui s'exprimaient il y a trois ans, quand on ne savait pas grand-chose encore [sur les engins sans pilote]. Nous avons aussi appris beaucoup de choses sur cette technologie à mesure que nous avancions. Il s'agit moins de faire du renseignement que de collecter de l'information. L'objectif est de savoir ce qui se passe autour de nous à un moment donné. Dans le nord du Mali par exemple, sans oreilles et sans yeux nous ne pourrions pas faire notre travail. Il s'agit simplement de se procurer des outils adéquats. Je crois que dans leur grande majorité, les États Membres en sont désormais conscients.

Diriez-vous que l'avenir des opérations de maintien de la paix au 21ème siècle réside dans ce type de technologies ?

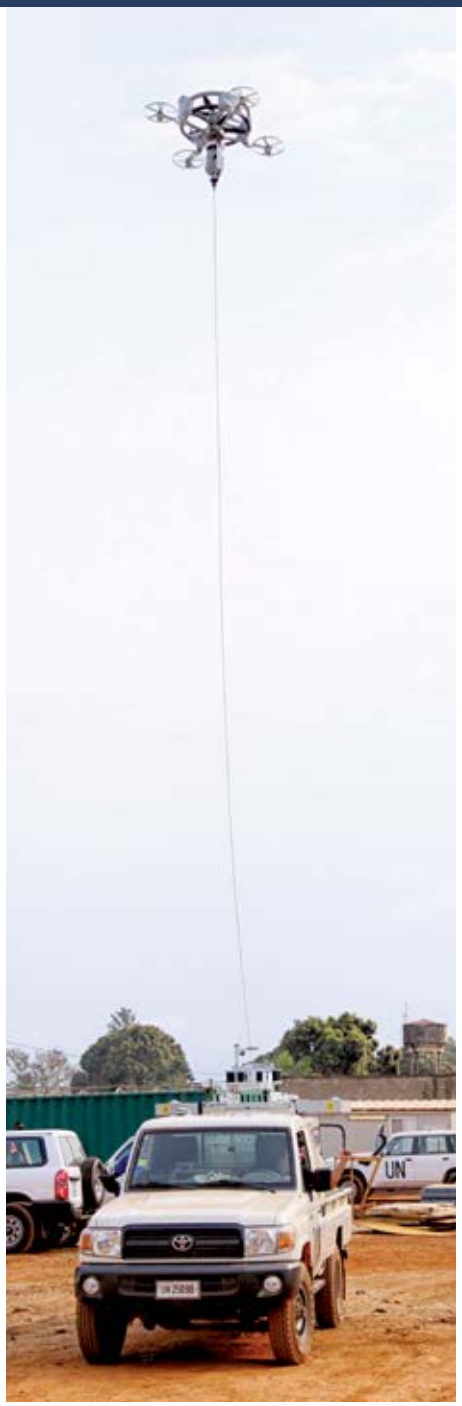
C'est certainement l'une des voies à suivre. Ce n'est pas la seule, mais il me semble qu'il nous faut reconnaître la nécessité de disposer d'instruments modernes et adaptés. On peut aujourd'hui acheter des engins sans pilote partout, même à des fins récréatives. Les entreprises elles-mêmes s'en servent de plus en plus. Dès lors, pourquoi nous priver d'une technologie aisément disponible ?

Les Nations Unies ont par le passé eu des difficultés à obtenir des pays qu'ils fournissent des hélicoptères de combat. Pensez-vous que les engins sans pilote puissent remplacer ce type d'hélicoptères ?

Certainement pas. Nous sommes très clairs sur ce point : les engins sans pilote sont uniquement destinés à des fins de surveillance. Ils sont et resteront non armés, car le fait qu'ils soient téléguidés crée des risques potentiels. Nous ne souhaitons pas nous engager sur cette voie. Avec les hélicoptères d'attaque, il y a des règles d'engagement très précises. Ils entrent en action et volent dans des circonstances extrêmement précises aussi, et toujours sous le contrôle direct du commandant de la force. En outre, les procédures que nous appliquons sont très strictes.

Vous vous servez d'engins sans pilote et d'autres équipements de haute technologie depuis maintenant quelques années. Quelles leçons l'ONU a-t-elle tirées de cette expérience ? Faut-il poursuivre dans cette voie ?

Absolument ! Je pense que, comme vous le dites, il faut poursuivre dans cette voie. Mais il faut garder à l'esprit que la situation évolue constamment dans ce domaine. Je viens de signer un accord de coopération avec la République de Singapour. Ils vont nous aider à mettre au point un nouveau logiciel qui nous permettra d'obtenir des images en temps réel de la situation en matière de sécurité dans un pays donné, ce qui actuellement nous est impossible. Au Mali par exemple, nous serons en mesure de connaître la situation à tout moment, quelle que soit la zone géographique. C'est un outil que nous aurions dû nous procurer depuis déjà longtemps. Mais nous sommes en train de résoudre les problèmes au fur et à mesure qu'ils se présentent.



Un équipement de surveillance des Nations Unies. *ONU/Nektarios Markogiannis*

« La Somalie renaît de ses cendres »

Le FMI constate « d'incroyables progrès»

PAR **SULAIMAN MOMODU**

En attente d'une tasse de thé à Mogadiscio. *AP Photo/Farah Abdi Warsameh*

Il arrive souvent que les Somaliens se remémorent leur vie avant la guerre. Avec nostalgie, ils repensent aux jours heureux où ils nageaient, pique-niquaient, allaient au cinéma ; à l'époque où les enfants fréquentaient l'école, où l'économie et les affaires étaient florissantes, offrant à des milliers de citoyens somaliens un emploi.

Cette époque dorée a brusquement pris fin en 1991, lorsqu'a débuté une guerre dévastatrice qui a mis à bas l'économie et anéanti le système bancaire. Aujourd'hui, le nom de la Somalie évoque les images terrifiantes des opérations meurtrières des militants chabab, d'attentats suicides ou de pirates.

Mais la Somalie de la guerre civile, caractérisée par toutes sortes d'atrocités, cède peu à peu la place à une nouvelle Somalie, de plus en plus pacifique, où les progrès socio-économiques et politiques, malgré leur lenteur, sont constants et bien réels. Malheureusement, peu de gens se rendent compte de cette évolution.

« La Somalie, c'est l'histoire d'une réussite à venir, mais cet élan doit être soutenu », déclarait Nicholas Kay, l'ancien représentant spécial de l'ONU en Somalie, en début d'année.

Une constatation partagée par le ministre des Affaires étrangères somalien, Abdusalam Omer : « De vrais progrès ont été réalisés. La Somalie est en train de rompre avec son sombre passé. »

Le Fonds monétaire international (FMI), qui a renoué ses relations avec le pays en avril 2013, croit en cette nouvelle Somalie. Son rapport sur la situation économique du pays, le premier depuis plus de vingt ans, souligne qu'entre 2012 et 2014, le PIB réel de la Somalie a augmenté de 3,7%. Bien que la Somalie ne puisse encore prétendre à une aide financière du FMI en raison des arriérés de paiement qu'elle n'a pas réglés depuis longtemps, et dont le montant a atteint 328 millions de dollars fin 2015, cette nouvelle évaluation du FMI constitue une étape cruciale et prouve que le pays remet en ordre son fonctionnement administratif.

La croissance économique de la Somalie a été en partie alimentée par une augmentation de la production agricole. D'après l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Somalie a exporté, en 2014, plus de cinq millions de têtes de bétail vers les États du Golfe, la plus importante quantité d'animaux vivants exportés depuis 20 ans soit 4,6 millions de chèvres et de moutons, 340 000 bovins et 77 000 chameaux pour une valeur totale estimée à 360 millions de dollars, qui représente 40% du PIB.

« Le pays a réalisé d'incroyables progrès», indique le chef de la mission du FMI en Somalie, Rogerio Zandamela, ajoutant que « le FMI n'a pas été seul à aider la Somalie. La Banque africaine de développement, la Banque mondiale, les donateurs bilatéraux tels que l'Union européenne, et des pays comme le Kenya, la Norvège, la Turquie, le Royaume-Uni et les Etats-Unis sont extrêmement actifs ».

Les effets de la reprise de l'activité économique se remarquent facilement à Mogadiscio, la capitale, où des immeubles de bureaux et des résidences attrayants remplacent peu à peu des bâtiments délabrés et criblés de balles.

Autrefois zone d'accès interdit pour les avions de ligne, Mogadiscio est aujourd'hui desservie de nouveau par des vols quotidiens. Les restaurants, les compagnies de taxi, les agences pour l'emploi, les pressings, les salles de gym, les agences immobilières et les fast-food se multiplient à travers la capitale et dans d'autres villes du pays.

La croissance que connaissent les secteurs de l'élevage et de la pêche ainsi que la reprise du secteur privé, en particulier l'industrie des services qui comprend les télécommunications, la construction et le transfert de fonds, stimulent l'économie. « Si la situation sécuritaire continue de s'améliorer, le secteur privé restera le contributeur le plus dynamique à la croissance économique», estime M. Zandamela avec enthousiasme.

Les ressources potentielles de la Somalie laissent présumer que la situation socio-économique peut s'améliorer encore davantage. Selon le responsable régional du FMI, « le pays possède des ressources naturelles comme le gaz et le pétrole, des ressources marines aussi, et bien davantage. Il est donc vital que la Somalie gère correctement l'exploitation de ses ressources.»

En octobre dernier, la Banque mondiale a annoncé un partenariat avec la Banque centrale de Somalie (CBS) visant à faciliter l'envoi de fonds aux Somaliens et a nommé un agent chargé, en collaboration avec la CBS, de mettre en place un cadre de régulation et de supervision approprié à ces transferts. « C'est une première étape très importante qui permettra d'améliorer la supervision et d'officialiser le secteur commercial que constitue le transfert de fonds en Somalie», indique Bella Bird, directrice de la Banque mondiale pour la Somalie, qui s'occupe également du Burundi, du Malawi et de la Tanzanie. « Ces mesures devraient permettre de renforcer la confiance de la communauté internationale vis-à-vis du secteur financier somalien».

La politique et l'humanitaire

La Somalie devient progressivement un lieu d'investissement commercial attrayant en Afrique de l'Est, notamment en raison de l'amélioration des conditions de sécurité. Depuis 2012, le gouvernement somalien et la Mission de maintien de la paix de l'Union africaine en Somalie, l'AMISOM ont mené des opérations conjointes pour renforcer la sécurité. Mais les experts préviennent qu'une mauvaise gestion des enjeux politiques pourrait gâcher ces efforts. Dans un rapport au Conseil de sécurité de l'ONU publié en octobre 2015, le Groupe de contrôle pour la Somalie lance des accusations de corruption et d'incompétence à l'encontre du gouvernement de transition, remet en question l'efficacité de l'AMISOM et avertit des conséquences graves qu'aurait un retour des milices chabab.

Les Somaliens doivent se rendre aux urnes en août 2016 pour élire un nouveau gouvernement. Le président actuel, Hassan Sheikh Mohamud, qui a été élu en 2012 et salué pour avoir été l'artisan du retour progressif à la normale, a l'intention de se représenter.

Bien que le Président Mohamud ait donné des signaux positifs aux investisseurs en indiquant qu'il cédera pacifiquement le pouvoir s'il perd l'élection, son gouvernement n'a pas encore clairement indiqué la forme que prendont ces élections, en raison « de la situation en matière de sécurité». Le Président a déclaré toutefois à un groupe de Somaliens de la diaspora : « Si je suis élu, je continuerai. Sinon, je céderai le pouvoir au vainqueur. »

Outre les élections à venir, la crise humanitaire et les répercussions de la guerre continuent de poser des défis au gouvernement. Plus de deux millions de Somaliens ne sont toujours pas rentrés chez eux, dont 1,1 million sont déplacés à l'intérieur du pays et 967 000 sont réfugiés dans des pays voisins. Le Kenya accueille 420 000 réfugiés somaliens, principalement au camp de Dadaab, l'un des plus grands camps de ce type dans le nord-est du pays. On compte aussi 250 000 réfugiés somaliens en Ethiopie et 200 000 au Yémen.

Le Kenya, la Somalie et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ont conclu, en 2013, un accord pour le rapatriement volontaire des réfugiés en Somalie, preuve de la stabilité croissante du pays. Le HCR a déjà aidé au retour vers la Somalie de plus de 6 000 réfugiés au Kenya entre décembre 2014 et décembre 2015.

D'un point de vue économique, les réfugiés rentrant dans leur pays risquent de mettre à rude épreuve les infrastructures sociales déjà insuffisamment développées comme les logements, les hôpitaux et les réseaux de distribution d'eau. Certains économistes estiment toutefois que le retour des réfugiés peut être un facteur positif pour l'économie, en permettant d'améliorer la cohésion sociale. Nombre de réfugiés pourront s'impliquer dans des activités productives comme l'agriculture, contribuant ainsi au bien-être économique général du pays.

Inquiétudes sécuritaires

Bien que l'Union africaine et l'armée somalienne aient réussi à chasser de Mogadiscio les militants chabab rattachés à Al-Qaeda qui, à une certaine époque, contrôlaient presque toute la Somalie, les responsables politiques admettent que la question de la sécurité est encore problématique. Actuellement, tous les investisseurs ne sont pas très enthousiastes à l'idée de s'engager dans des projets à long terme, ce qui peut expliquer la croissance disproportionnée de l'industrie des services, où les mouvements de fonds sont fréquents, par rapport aux secteurs où les retours sur investissement peuvent prendre du temps.

En janvier 2016, les forces kényanes se sont retirées de deux bases militaires en Somalie à la suite d'attaques perpétrées par les Chabab à El-Adde dans lesquelles ont péri des dizaines de soldats et elles ont installé un nouveau camp près de la frontière avec le Kenya. La force de l'Union africaine, qui combat les militants chabab, compte 4 000 soldats kényans sur ses 22 000 hommes. Bien que le gouvernement du Kenya ait qualifié le changement de base de « tactique militaire de routine», cet événement a rendu le contexte sécuritaire en Somalie plus précaire.

Pour les Nations Unies, le lien entre la sécurité en Somalie d'une part, et la stabilité politique et économique de l'autre est évident. « Nous ferons tout notre possible pour déjouer les efforts désespérés menés par les combattants chabab en vue de saper les espoirs du peuple somalien», déclare Michael Keating, représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en Somalie.

Du conflit au renouveau : Mogadiscio, p

La capitale de la Somalie reprend des forces malgré de nombreuses difficultés

CORRESPONDANCE PARTICULIERE

Le seul nom de Mogadiscio, la capitale somalienne, suffit à raviver des images troublantes : des carcasses d'immeubles sans toit criblées de trous rappelant les ruines de Dresde (Allemagne) aux derniers jours de la Seconde Guerre mondiale. Ou le bruit de camionnettes équipées de mitrailleuses lourdes et dirigées par des miliciens mâchant du khat qui déferlent dans les décombres des rues, au milieu des camps de fortune de familles démunies, arrachées à leur vie par le chaos et le carnage d'une guerre civile faisant rage des décennies durant.

Tout ceci, je l'ai vécu. Je me souviens parfaitement du jour où nos vies, à nous habitants de Mogadiscio, se sont mises à basculer. J'étais un lycéen de 16 ans et passais un examen de géographie lorsque, pour la première fois de ma vie, j'entendais le bruit sourd des obus le 27 janvier 1991. Nous apprenions plus tard que le général Mohamed Siad Barre, dictateur militaire de longue date en Somalie, avait été renversé.

La chute de Siad Barre déclencha une lutte sanglante de plusieurs années entre les milices claniques pour le contrôle de Mogadiscio. Cette lutte a bouleversé ma vie à bien des égards : les rafales intermittentes de tirs d'armes légères sont devenues la toile de fond sonore de mon adolescence et des premières années de ma vie d'adulte. Un de mes neveux fut enlevé avant d'être tué, car aux yeux de ses ravisseurs, il appartenait au mauvais clan.

Autrefois connue pour ses grands boulevards et son architecture coloniale d'inspiration italienne qui faisaient d'elle l'une des plus belles capitales africaines, Mogadiscio se retrouvait divisée et morcelée entre des seigneurs de guerre rivaux. Les écoles et hôpitaux publics étaient devenus les cibles privilégiées des pillards, bien résolus à anéantir les derniers vestiges du règne de 22 ans de Siad Barre.

Sortie du gouffre

Aujourd'hui, une nouvelle Mogadiscio se relève du passé tumultueux de la Somalie. Depuis que les militants d'Al-Shabaab se sont retirés de la ville en août 2011, la capitale somalienne connaît une renaissance économique que peu de personnes auraient soupçonnée il y a cinq ans à peine.

Les rues du quartier autrefois réputé de Shingaani ont retrouvé une vie nocturne animée, les familles et les jeunes couples ont repris possession de la plage du Lido pour y passer le week-end. Au cœur de Mogadiscio, un jardin de la paix abrite des cafés, deux terrains de football et des bancs publics où les Somaliens peuvent lire la presse locale ou discuter des derniers potins politiques.

Mogadiscio est en convalescence. « La ville est comme un patient qui aurait été plongé dans un coma profond et qui, tout à coup, remue les doigts et ouvre les yeux. Maintenant, il peut bouger les bras et déplier les jambes», explique le Dr Mohamed Yusuf, directeur de l'hôpital Madina, qui , dans les années 1990, au plus fort de la guerre civile, faisait tout au plus office de camp de personnes déplacées à l'intérieur du pays.

Le monde extérieur commence à le remarquer. Lors d'une récente étude portant sur les villes à plus forte croissance comptant au moins 1 million d'habitants, le cabinet-conseil Demographia, établi

orteuse de rêves et d'espoirs

aux États-Unis, a classé Mogadiscio au deuxième rang, derrière la ville indonésienne de Batam. Demographia a estimé le taux de croissance annuel de Mogadiscio à 6,9 %, alimenté en grande partie par le retour progressif des Somaliens de la diaspora qui cherchent à renouer avec leurs racines et à sonder les possibilités d'investissements maintenant que la situation est plus sûre.

L'une des plus riches vitrines de la nouvelle Mogadiscio est un complexe immobilier haut de gamme situé à 7 km de la capitale, qui a ouvert ses portes en août 2015. À son achèvement, la banlieue de Daru Salaam comptera 500 logements. Près de 50 habitations, disponibles à partir de 70 000 dollars environ, avaient été construites à la fin de l'année 2015. D'après les estimations, la première phase de construction aurait coûté 20 millions de dollars ; une banque locale a financé le développement du lotissement de Daru Salaam, dont le nom signifie « Maison de la paix ».

Pour la plupart des étrangers arrivant à Mogadiscio, le point d'entrée est l'aérogare rutilante de l'aéroport international Aden Adde. Remise en état par une société turque ayant signé un contrat de gestion de l'aéroport d'une durée de 15 ans, l'aérogare a été inaugurée en janvier 2015 en présence du Président turc Recep Tayyip Erdogan.

Je sais qu'il reste à cette ville de plus de 2 millions d'âmes un long chemin à parcourir avant de retrouver toute sa gloire d'antan. Des dizaines de bâtiments meurtris sont toujours là pour nous rappeler les affrontements qui ont dévoré la ville des années durant. La capitale somalienne ne cesse de faire la une des journaux pour tous les aspects négatifs : des extrémistes d'Al-Shabaab ont attaqué deux des hôtels les plus connus de Mogadiscio en juillet et en novembre 2015, et un restaurant de la plage du Lido et le jardin de la paix de la ville ont été la cible du groupe en janvier et en février, respectivement. De nombreux hommes politiques et d'affaires éminents ne se rendent plus aux réunions sans être accompagnés de gardes du corps lourdement armés. Cependant, il y a espoir de voir la situation s'améliorer.

Une vue d'ensemble

Un petit tour dans certains quartiers auparavant dévastés révèle combien Mogadiscio a changé. Le quartier des affaires est de nouveau une ruche d'activités commerciales. Le boulevard principal de la ville, Maka-Al-Mukarama, offre des scènes de rue qui n'ont rien à envier à celles de Dar es Salaam en Tanzanie ou d'Addis-Abeba en Éthiopie. Certains matins, je peux voir au large des côtes des porte-conteneurs aux pavillons étrangers qui se détachent sur l'horizon, attendant dans les eaux bleues de l'océan Indien leur tour pour entrer au principal port maritime de Mogadiscio.

Le toit de l'un des plus hauts édifices de Mogadiscio offre une vue aérienne de la ville où certains de ses monuments les plus illustres se retrouvent à mes pieds : l'hôpital Erdogan, l'hôtel Jazeera, les bureaux de la société de télécommunications Hormuud et le stade de football Konis.

Tout en observant un jet moderne décoller de la piste de l'aéroport international Aden Adde en bord de mer, je me projette dans l'avenir et vois Mogadiscio, florissante, reflet de l'esprit indestructible de ceux qui l'habitent. C'est là la ville que ma génération léguera, je l'espère, à nos enfants et petits-enfants.

Le nouveau jardin de la paix dans le district de Hamar jajab, à Mogadiscio, Somalie. MINUSCA/Ilyas Ahmed

INTERVIEW

La nouvelle Somalie

— Nicholas Kay

Nicholas Kay, a été le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Somalie jusqu' à la fin de l'année 2015. Pendant plus de deux ans et aux côtés des Somaliens, il a activement travaillé à mettre sur une nouvelle voie ce pays qui s'efforce de se remettre de plusieurs années de conflits. Dans l'entretien qu'il a accordé à *Afrique Renouveau*, Nicholas Kay parle avec **Franck Kuwonu** de son mandat en Somalie et des perspectives qui s'offrent aujourd'hui au pays.

Nicholas Kay, ancient Représentant special du Secrétaire général des Nations Unies et chef de la Mission d'assistance de l'ONU en Somalie.

Afrique Renouveau : Pourriez-vous décrire comment c'était que d'aider ce pays déchiré par les conflits à s'engager sur une voie nouvelle…

Nicholas Kay : C'est la première fois en plus de 25 ans que les Nations Unies ont pu jouer un rôle déterminant et constructif en soutenant le processus politique qui doit remettre le pays sur pied. En 1996, quand les Nations Unies ont quitté la Somalie, le pays était véritablement dans un état de chaos. En 2013, les Nations Unies sont revenues dans le cadre d'une mission politique que je dirigeais, la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie. C'était un moment d'espoir et de défis à relever pour un pays qui, après avoir manqué de s'effondrer, tentait de se reconstruire.

Rétablir la sécurité des habitants du pays n'a pas dû être facile ?

Du point de vue opérationnel, la Somalie est l'un des pays les plus difficiles à appréhender pour les Nations Unies. Le groupe terroriste Al-Shabaab représente une réelle menace, non seulement pour le personnel des Nations Unies mais aussi pour les autres organisations internationales présentes sur le terrain. Ce que nous avons réussi à démontrer, c'est qu'avec un soutien et des mesures de sécurité appropriés, il est possible de rester en Somalie et d'y faire ce qu'on attend de nous.

Le pays est bien connu pour ses éternelles querelles politiques alimentées par les rivalités entre clans. Elles doivent avoir été difficiles à gérer?

Elles ne nous ont pas posé de problème majeur, et ce pour deux raisons : d'abord, les Somaliens sont une population très politique. Ils sont habitués à s'asseoir, discuter, trouver des compromis. Mais nous avons aussi constaté qu'heureusement, après 26 ans de conflit, les Somaliens semblaient décidés à tourner la page et à s'engager à construire ensemble un nouveau pays.

Les accords qui ont débouché sur la création d'un parlement en 2012 ont été critiqués. Certains leurs ont reproché de manquer de légitimité. Les critiques étaient-elles justifiées ?

La transition de 2012, qui a créé le Gouvernement fédéral et le Parlement et permis l'installation du Président, était une transition de type traditionnel, par laquelle les anciens et chefs traditionnels des clans ont choisi les membres du Parlement, qui ont eux-mêmes choisi le Président. Lorsque j'étais en poste en Somalie, notre objectif était la tenue d'élections démocratiques en 2016. Cela sera peut-être difficile, si l'on tient compte de la situation sécuritaire du pays et du processus politique. En l'absence de progrès, nous avons donc voulu aider les Somaliens à mettre en place un processus plus inclusif et représentatif qu'en 2012.

Vous parlez d'un processus «inclusif et représentatif», mais jusqu'à quel point ?

Il y aura plusieurs collèges électoraux qui se réuniront dans les États membres existants au sein de la fédération, avec plusieurs centaines de personnes à chaque fois. Il sera possible de choisir entre plusieurs candidats avec des garanties pour que les femmes et les jeunes soient représentés dans le futur parlement. C'est un bon début je pense, mais ce n'est évidemment pas parfait.

À la fin de votre mission, vous mettiez en garde contre l'absence de progrès économique en disant que cela risquait de compromettre les avancées déjà réalisées…

Plus de 70 % de la population somalienne a moins de 35 ans. Une génération entière a souffert de la guerre civile et les niveaux d'alphabétisation sont extrêmement bas. Il est certain que politiquement parlant, le pays fait des progrès et qu'il cherche à devenir un État fédéral qui fonctionne, avec des institutions qui rendent des comptes et offrent de meilleurs services à la population. La sécurité s'améliore et l'économie se relève. Mais en dehors de Mogadiscio, dans le nord-est ou dans certaines régions du sud et du centre du pays, les gens sont encore très pauvres et désespèrent de retrouver de meilleures conditions de vie. La sécurité et les progrès politiques disparaîtront si, dans les cinq ou dix prochaines années, la reprise économique n'est pas au rendez-vous, si les enfants ne peuvent pas aller à l'école et si les diplômés ne trouvent pas de travail.

Pour l'avenir immédiat y a-t-il des événements ou jalons importants auxquels il faut faire attention?

Le principal événement de l'année 2016 devrait être la tenue des élections : les élections au Parlement en août, puis l'élection présidentielle en septembre. Si la Somalie arrive à respecter le calendrier et les règles qu'elle s'est imposée, ce sera un jalon important pour le pays.

Les ODD en langues locales

PAR **KINGSLEY IGHOBOR**

A en croire le Camerounais Ntiokam Divine, les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et les Objectifs de développement durable (ODD) sont des concepts savants conçus dans le jargon des experts en développement.

Pour rendre ces concepts accessibles au plus grand nombre, et plus particulièrement aux populations locales, ce jeune homme de 33 ans s'est fixé pour mission de traduire les ODD en langues locales, en utilisant une terminologie compréhensible pour tous.

Sa stratégie consiste à former au sein des communautés visées des membres influents, en particulier chez les plus jeunes, pour qu'ils puissent à leur tour, en s'appuyant sur les textes traduits, former le reste de la communauté aux ODD.

Le 29 décembre dernier, Ntiokam Divine inaugurait à Yaoundé, la capitale du Cameroun, une formation destinée à 30 membres issus de divers groupes de jeunes, de femmes ou de représentants de la société civile. La formation s'inscrit dans un Programme de formation des jeunes africains aux ODD (African Youth SDGs Training Program). La formation était en langue anglaise, cependant Ntiokam Divine a demandé aux participants de porter le message des ODD dans chaque foyer de leur région d'origine.

Une fois le message des ODD traduit en langues locales : en ewondo, en shupamum ou en basaa. le programme de formation se propose de mettre en place des « clubs ODD» au sein des écoles primaires et secondaires et des établissements supérieurs, et d'obtenir le soutien de membres influents des communautés locales qui deviennent, pour la bonne cause, ambassadeurs des ODD. « Il s'agit de faire comprendre aux jeunes que le fait de participer au dialogue mondial leur offre la possibilité d'aborder les questions qui touchent leur avenir. Nous leur offrons le moyen de mieux comprendre les ODD», explique Ntiokam Divine dans l'entretien qu'il a accordé à *Afrique Renouveau*. Tous les participants doivent ensuite mobiliser le soutien de leurs communautés.

Ntiokam Divine

Ntiokam est un activiste de longue date. Il a participé au Conseil mondial de la jeunesse, aux activités de la Charte de la Terre et de l'association de protection de l'environnement Children of the Earth. Il a d'ores et déjà traduit les ODD en 20 langues locales du Cameroun, son pays d'origine, et dans plusieurs autres langues de pays aussi différents que l'Ethiopie, la République démocratique du Congo et le Nigéria.

Un jeune homme bien inspiré

Le goût pour les voyages de Ntiokam Divine est en parfait accord avec son projet. Il connaît bien les sentiers battus du Cameroun, mais aussi celles d'une centaine de pays à travers le monde. «J'ai été inspiré par ma mère», raconte-t-il. « Elle était elle aussi engagée au sein de sa communauté en tant qu'agent de développement ». Le premier grand succès de Ntiokam est intervenu en 2009, avec l'organisation de «Debout contre la pauvreté», une campagne de promotion des OMD dans les écoles camerounaises. La réussite de cette campagne a révélé ses talents exceptionnels de mobilisateur. Plusieurs agences des Nations Unies l'ont remarqué et il a participé ensuite à un projet de l'UNICEF, La voix des jeunes.

Il s'implique aussi dans le travail de la Commission du développement durable de l'ONU en sensibilisant les communautés aux questions environnementales et en cherchant avec les jeunes des moyens de répondre aux défis du changement climatique.

Diplômé en chimie de l'environnement et en gestion des subventions à l'Université de Buea, Ntiokam Divine assure la coprésidence de la Plateforme de la jeunesse africaine du climat pour le développement, qui, avec le Forum pour la recherche agricole en Afrique, mobilise les jeunes sur les questions du changement climatique.

Traduire les ODD en langues locales... Voilà un travail à la fois d'envergure et ambitieux. En dépit des problèmes actuels de financement, Ntiokam Divine assure que «se rassembler autour des ODD est la seule voie possible pour la majorité des Africains». Ntiokam Divine veut continuer à former les jeunes et espère obtenir le soutien des Nations Unies et d'autres organisations dans son travail de sensibilisation à la question des ODD. Mais si les traductions se poursuivent à un rythme soutenu, il faut aussi s'assurer que les textes traduits aient l'impact attendu sur le public ciblé. C'est sans doute là l'objectif ultime à atteindre pour le jeune camerounais.

Burundi : De lents progrès ...

Suite de la page 3

région dont l'histoire est marquée par des conflits ethniques. L'Union africaine et les organisations de défense des droits de l'homme ont appelé à un renforcement de la présence policière et militaire au Burundi.

Cependant, le HCR a indiqué dans une déclaration récente qu' « en dépit des initiatives de haut niveau menées à l'endroit du gouvernement » il n'y avait pas d'amélioration significative de la situation. Le HCR craint aussi que la dégradation de la situation économique ne provoque de nouveaux déplacements. »

Drones : un œil attentif dans le ciel d'Afrique

PAR **PAVITHRA RAO**

Un drone des Nations Unies en RDC. *ONU Photo/Abel Kavanagh*

Qu'ils agissent de façon autonome selon un plan de vol prédéterminé ou qu'ils soient télécommandés, les véhicules aériens sans pilote (UAVs, *unmanned aerial vehicles* en anglais), plus connus sous le nom de drones, sont déployés dans toute l'Afrique pour différents types de missions. Mais leur utilisation prioritaire dans le domaine des applications militaires et des opérations spéciales ne doit pas faire oublier leur usage de plus en plus fréquent dans le domaine civil et récréatif.

Les drones ont vu le jour au début du XXe siècle. Au départ, ils servaient surtout de cibles pendant les entraînements militaires. Leur développement a connu un essor important pendant les conflits au Vietnam et au MoyenOrient, où ils ont été utilisés dans le cadre de missions de combat.

Un drone ne pèse en moyenne jamais plus de 25 kg, se déplace à une vitesse de 160 km/h et peut voler jusqu'à une altitude de 150 mètres.

En Afrique, les drones sont aujourd'hui utilisés pour repérer les braconniers, collecter des informations pour aider les agriculteurs dans leur travail d'ensemencement des terres, ou comme outil d'information militaire pour permettre à l'armée d'anticiper le danger et de s'en protéger.

En Afrique subsaharienne, dans la région du Congo, les drones sont utilisés pour protéger les grands mammifères et combattre le braconnage des éléphants et des rhinocéros qui atteint désormais des niveaux dramatiques. En 2015, Air Shepherd Technology, une organisation non-gouvernementale basée aux États-Unis, s'est associée à la Fondation Lindbergh pour tester l'utilisation de drones dans la lutte contre le braconnage. Ce test s'est révélé concluant : en même temps qu'ils repéraient les braconniers sur les étendues immenses des parcs naturels, les drones alertaient les gardes-forestiers les plus proches afin qu'ils interviennent.

Selon la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), environ 20 000 éléphants ont été tués au cours de la seule année 2014 et l'organisation caritative craint que ces chiffres n'augmentent au cours des années à venir. Or dans de nombreuses régions, les gardes-forestiers ne sont pas en mesure de surveiller chaque parcelle des vastes parcs naturels dont ils ont la charge.

En Ouganda et dans certaines régions d'Europe, les drones sont aussi testés auprès des agriculteurs qui en tirent des informations vitales pour les cultures grâce aux images à haute résolution. Ces informations permettent d'évaluer les superficies des terrains ou encore d'analyser le taux d'utilisation des sols. Même si certains agriculteurs peuvent s'appuyer sur les images satellites, les capacités des drones, qui volent beaucoup plus près du sol et permettent d'éviter certains obstacles visuels comme les cimes des arbres ou les nuages, diffèrent de l'imagerie satellitaire.

De plus en plus, les drones sont aussi utilisés pour contrôler les zones de conflit à travers le monde. Les Nations Unies projettent même d'utiliser les drones à des fins de surveillance dans les zones de guerre en Afrique subsaharienne (page 34). Nombre d'experts estiment que les drones permettent la collecte d'informations aussi utiles que les traces de pneu laissées dans le sillage des véhicules, les plaques d'immatriculation et même de détecter des objets aussi petits que des projectiles d'armes à feu. Ce type d'information, pensent-ils, peut être essentiel à la préparation des soldats sur le terrain.

En Afrique, malgré leur utilité avérée, les drones doivent se soumettre à des réglementations strictes et parfois prohibitives. Parmi les pays où des lois existent déjà pour réglementer leur usage, on compte le Kenya, la Namibie et l'Afrique du Sud, même si ces règles sont encore peu claires. En Afrique du Sud, l'usage illégal de drones est ainsi puni de dix ans de prison, mais certains jugent cette mesure beaucoup trop défavorable au développement du secteur privé. En janvier 2015, le Kenya a de son côté totalement interdit l'utilisation civile des drones sur son territoire. Au Nigéria au contraire, le gouvernement veut inclure l'utilisation des drones dans les systèmes de sécurité existants afin d'améliorer leur efficacité, tout en recherchant le soutien de la communauté internationale pour sécuriser les voies fluviales de son territoire.

LIVRE

Fabriqué en Afrique : La politique industrielle en Ethiopie

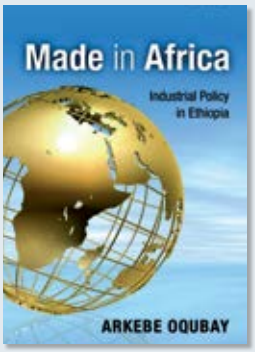
Par Dr Arkebe Oqubay

Oxford University Press 2015, 384p; £55.00

Depuis des années, les pays africains s'entendent dire que le chemin de l'industrialisation est long et parsemé d'embûches. Ce point de vue est désormais remis en question dans un livre écrit par quelqu'un qui est au centre de l'élaboration des politiques dans l'une des économies les plus dynamiques du continent - l'Éthiopie - depuis plus de deux décennies.

Ce livre est un ouvrage savant et judicieux qui s'appuie sur des recherches détaillées portant sur trois secteurs économiques importants en Éthiopie : la cimenterie, la floriculture, et le cuir et ses produits dérivés.

Bien que le livre porte sur l'élaboration des politiques industrielles en Éthiopie, les résultats et les conclusions politiques dont il fait état « ne s'appliquent pas qu'à l'Éthiopie ». En fait, l'originalité et la valeur de ce livre viennent de ce qu'il laisse sous-entendre pour les autres pays africains et des enseignements qu'il propose à ceux qui interviennent dans la formulation et la



mise en œuvre des politiques.

A l'aide d'exemples concrets, le livre démontre que les politiques industrielles fonctionnent mieux quand elles sont conçues pour être sectorielles. En d'autres termes, les approches qui sont efficaces dans un secteur ou un domaine ne le sont pas nécessairement dans un autre.

Ce sont là des messages stratégiques importants et utiles, mais ce qui rend le livre remarquable et fait sans doute son originalité tient à la manière dont l'auteur relie toutes ces observations à l'importance de « l'indépendance politique », qui permet à un Etat développementiste d'apprendre par la pratique, en imitant et en faisant des erreurs et en tirant les leçons de ses échecs. « L'apprentissage des politiques publiques », ainsi que « l'apprentissage collectif » du gouvernement et des principaux intervenants économiques est considéré comme essentiel pour la formulation et la mise en œuvre de politiques efficaces.

Le message global de l'auteur aux pays africains est simple : sachez avant tout quelle est votre destination, et avec un Etat proactif soucieux de développement et prêt à assurer l'indépendance de ses politiques, à apprendre des autres et à tirer les leçons de ses erreurs, vous atteindrez votre destination.

En d'autres termes, décidez de votre propre destin et n'attendez pas que les autres le fassent. Les décideurs africains devraient donc absolument lire ce livre.

Taffere Tesfachew est Directeur de la Division de l'Afrique, des pays les moins avancés et des programmes spéciaux à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

NOMINATIONS

UN Photo

Le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon a nommé **le Général de corps d'armée Balla Keïta**, du Sénégal, commandant de la Force de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA). Il succède au général de division Martin Chomu Tumenta du Cameroun.

UN/Pierre-Michel Virot

Le général de division Hassen Ebrahim Mussa, d'Éthiopie, a été nommé commandant de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA). Jusqu'alors chef du Centre de coordination pour le maintien de la paix des Forces armées éthiopiennes, il succède au général de corps d'armée Birhanu Jula Gelalcha, également éthiopien.

UN Photo/Rick Bajornas

Jeremiah Nyamane Kingsley Mamabolo, de l'Afrique du Sud, a été nommé au poste de Représentant spécial conjoint adjoint de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD). Depuis 2013, M. Mamabolo était Ambassadeur et Représentant permanent de l'Afrique du Sud auprès des Nations Unies. Il succède à Abiodun Oluremi Bashua, du Nigéria.

AMISOM Public Information

Mahamat Saleh Annadif du Tchad a été nommé au poste de Représentant spécial et Chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). Il était auparavant Représentant spécial et Chef de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM). Il succède à Mongi Hamdi, de la Tunisie.

AfricaRenewal ONLINE

www.un.org/africarenewal

facebook.com/africarenewal twitter.com/africarenewal

Your one-stop source for news and information about Africa and the UN.
Now available on smartphones, tablets and eReaders.

Africa is changing and so is Africa Renewal, with a new website, new features and a new commitment to supporting the partnership between Africa and the United Nations.

Africa Renewal Online. It's a new Africa. It's a new Africa Renewal.